

***l'Anti*capitaliste**

n°672 | 27 juillet 2023 — 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

NI ORDRE POLICIER NI RÉGRESSION SOCIALE

**PARTAGE
DES
RICHESSES**

JUSTICE SOCIALE

Dossier

1973

**LES COMBATS POUR L'EMANCIPATION
FACE A L'OFFENSIVE IMPERIALISTE**

Pages 5 à 8



ÉDITO
Qui nous protège de la police?
Page 2

PREMIER PLAN
Violences d'État. La police et
la justice pour écraser la révolte
des quartiers populaires
Page 3



ACTU INTERNATIONALE
USA. Des grèves et encore des grèves
face au changement technologique
Page 5

LIBRE EXPRESSION
Entretien avec Adeline Gonin et
Christophe Cordier, réalisateurEs du
documentaire «En Grève» Page 12



édito

Par ROBERT PELLETIER

Qui nous protège de la police ?

En 2020, Darmanin suffoquait : « Quand j'entends le mot violences policières, personnellement je m'étouffe ». Ce dernier lundi 24 juillet, c'est le directeur général de la Police nationale, Frédéric Veaux qui déclarait que « savoir le policier en prison [l'empêchait] de dormir » après le placement en détention d'un policier marseillais dans le cadre d'une enquête sur des violences policières considérant « qu'avant un éventuel procès, un policier n'a pas sa place en prison, même s'il a pu commettre des fautes ou des erreurs graves dans le cadre de son travail ». Une déclaration qui suivait une véritable manifestation de policiers marseillais lors de la mise en examen de leurs collègues. Cette réaction s'inscrit dans une dangereuse escalade des prises de position face à la multiplication des révélations des violences policières. Déjà, après la mise en examen du policier qui a tué Nahel, le syndicat Alliance se permettait de déclarer que « le policier, comme tout citoyen, a le droit à la présomption d'innocence », critiquant les réactions pourtant mesurées de Macron. Dans la foulée, ce même syndicat s'associait à l'UNSA Police dans un communiqué qui multipliait les expressions provocatrices : « Hordes sauvages », de « nuisibles », « chienlit » subie « depuis des décennies », « les policiers sont au combat car nous sommes en guerre. Demain nous serons en résistance et le gouvernement devra en prendre conscience ». Il n'y a là rien d'étonnant dans une profession dont plus de 60 % des membres ont voté pour l'extrême droite lors de la dernière élection présidentielle. Si les magistrats directement concernés se replient derrière la légalité de la procédure et la possibilité de recours, leurs syndicats majoritaires s'inquiètent du fait qu'« un degré a été franchi dans la gravité et dans la remise en cause de l'institution judiciaire. » Le plus inquiétant réside dans la discrétion des membres du gouvernement s'exprimant par tweet pour le pourtant expansif Dupont-Moretti, silencieux pour Darmanin. Emmanuel Macron, de son côté, affirmait lundi comprendre « l'émotion » des policiers. En difficulté au Parlement, rejeté par le monde du travail, le pouvoir est dans l'incapacité de s'opposer aux dérives, qu'il favorise largement, d'un appareil policier plus que jamais sous influence de l'extrême droite et menaçant même de se dégager des lois de leur République.

BIEN DIT

Le pouvoir politique a affaibli sa position par rapport à l'institution policière, tant il a dû y recourir pour faire face aux contestations sociales. [...] Moins le pouvoir bénéficie d'une légitimité populaire, plus il s'adosse aux forces de l'ordre [...] Cela conduit à des formes d'autonomisation.

EMMANUEL BLANCHARD, historien, interview dans Libération du 24 juillet 2023

La preuve, lors de son interview du 24 juillet en direct de Nouméa, Macron n'a soufflé mot des raisons de la révolte de fin juin, étouffant une deuxième fois — symboliquement — la révolte elle-même. Car, il ne sait que s'adresser à sa classe, à sa caste... à laquelle il a donné une fois de plus des gages après un exercice d'autosatisfaction et d'autoconviction télévisuel.

À marche forcée

Macron semble poursuivre « l'œuvre » qu'il a commencée. Il a dit et répété plusieurs fois lors du premier Conseil des ministres du gouvernement Borne 3 que « dans l'année écoulée, plus de lois sont passés qu'il y a six ans » et s'est félicité des avancées « à marche forcée ». En guise d'avancées ces derniers mois, la réforme inique des retraites, le doublement du budget militaire, la casse du code du travail et les attaques contre les droits des chômeurs... et le renforcement du nucléaire. Et il a prévu de continuer dans la même voie en restreignant les droits des immigrés dès la rentrée, en réformant le lycée professionnel, et en favorisant les pédagogies autoritaires et punitives à l'école.

Des ministres de combat

Il n'est qu'à voir qui sont les huit nouveaux ministres et leur curriculum vitae pour prendre la mesure de ce qui nous attend. Gabriel Attal entre à l'Éducation nationale pour remplacer Pap Ndiaye, à qui l'exercice du pouvoir n'aura décidément pas réussi... surtout quand les idées nauséabondes prolifèrent. Ce n'est vraiment pas une bonne nouvelle pour le service public de l'Éducation ! Le plus jeune lieutenant de Macron a déjà tenté l'ubérisation des comptes publics... Aurélien Rousseau, le nouveau ministre de la Santé, n'est autre que l'ancien chef de cabinet d'Elisabeth Borne. Une solide expérience des luttes sociales, donc... et beaucoup d'entregent puisque son épouse est numéro deux de la Caisse nationale d'Assurance maladie. Un conflit d'intérêts ? Nullement, répond l'intéressé ! Quant aux six autres entrants, ils sont tous issus des bancs du Palais Bourbon, et des rangs de Renaissance, le parti du président. Parmi eux, Aurore Bergé, une fidèle

de la macronie, au ministère des Solidarités. De quoi s'inquiéter ! Autrement dit, avec ce gouvernement resserré autour de celles et ceux qui lui doivent tout, Macron se prépare à gouverner plus encore sous le signe de l'autoritarisme.

L'ordre, l'ordre, l'ordre

Macron l'a martelé trois fois. Son objectif, c'est « l'ordre, l'ordre, l'ordre ». On sait donc à quoi s'en tenir. L'ordre des profits, l'ordre de la concurrence généralisée, l'ordre de l'individualisme, l'ordre du capitalisme vert et l'ordre de la matraque pour toutes celles et ceux qui n'entreraient pas dans le rang... À cet égard, il a bien besoin de la police, entrée en sédition ces derniers jours. Ce n'est donc que du bout des lèvres qu'il a affirmé de Nouméa avec une bonne dose

de généralités que « nul n'est au-dessus des lois ».

Pourtant, un certain nombre de ses ministres se sont illustrés en matière de transgression des lois, à commencer par Darmanin et Dupont-Moretti. Et ce ne sont pas à eux que le gouvernement a demandé de rembourser leurs indemnités (pas plus qu'à Sarkozy d'ailleurs) comme le gouvernement prétend le faire auprès des familles des jeunes interpellés à la suite de la révolte, dans une logique honteusement punitive. La solidarité ne se marchande pas, la solidarité n'attend pas le silence et la docilité des classes laborieuses et des populations racisées. La solidarité c'est le partage des richesses et la mutualisation... À des années-lumière du projet de Macron, qui est l'ubérisation à grande échelle !

Un mouvement d'ensemble et une gauche combat

Face à l'inflation et aux bas salaires, face aux coups bas qui vont tomber à la rentrée sur les réfugiés, face à la casse du service public de l'école et sur celui de la santé, à l'urgence écologique, à l'offensive idéologique autoritaire, à la violence d'État, au racisme, plus que jamais le mouvement ouvrier et l'ensemble du monde du travail ont besoin d'une stratégie d'ensemble pour combattre le nouveau gouvernement d'Elisabeth Borne, Macron et son monde. Nous avons besoin de l'unité la plus large dans la rue pour inventer une autre démocratie, d'autres manières de décider et imposer nos façons solidaires de travailler, de produire et de partager les richesses sans laisser brûler la planète !

Fabienne Dolet

À la Une

NI ORDRE POLICIER NI RÉGRESSION SOCIALE Partage des richesses, justice sociale

Un remaniement ministériel et deux prises de parole plus tard, l'apaisement tant voulu par le président n'est toujours pas au rendez-vous en cette fin juillet.

LES JEUX DE L'ÉTÉ

J'ENE TROUVE PAS LES 7 DIFFÉRENCES !!!



ÉTAT ESPAGNOL Résistance électorale à la droite et l'extrême droite

Les élections générales du 23 juillet peuvent se résumer en un mot : l'instabilité. Démentant l'avalanche historique des sondages électoraux et leur volonté manipulatrice de la part de l'establishment, la résistance et l'audace de Pedro Sánchez et du PSOE ont créé une énorme surprise.

Il avait déjà surpris en avançant au maximum les élections générales (pour éviter plusieurs mois d'usure gouvernementale) après sa débâcle aux élections régionales et municipales le 28 mai dernier. Et il a récidivé en fin de campagne en opérant un virage à gauche dans les discours et en critiquant les méthodes des médias de droite et leur contribution à la démagogie du PP et de Vox et leur recours constant à des mensonges éhontés.

Sumar résiste mais n'enthousiasme pas

Le mouvement Sumar se maintient également malgré un recul en voix et en sièges par rapport à UP (liste de Podemos et de ses alliés aux précédentes élections générales). Les luttes de pouvoir et d'appareil (dont le veto contre Irene Montero, dirigeante historique de Podemos, qui était plus une concession au PSOE qu'un règlement de compte avec

Podemos), l'engagement sans équivoque à gouverner avec le PSOE sans autre horizon de transformation, la continuité de la culture personnaliste et une image de modération pour être plus attractive pour les classes moyennes que pour les secteurs populaires les plus paupérisés contribuent à limiter les effets d'une convergence par le haut, hâtive, sans guère de débat programmatique ou stratégique.

Victoire à la Pyrrhus pour le PP et chute pour Vox

Bien qu'ayant obtenu le plus de sièges, le leader du PP Alberto Feijóo est atteint. La droite et l'extrême droite avaient eu de grandes attentes pendant la campagne. Le PP avait

caressé l'illusion d'obtenir une majorité absolue qui ne l'obligerait pas à conclure des accords inconfortables avec Vox. Il est important de noter que la formation rapide de gouvernements régionaux entre le PP et Vox dans les gouvernements autonomes tels que le Pays Valencien, les Baléares, l'Estrémadure, etc. a contribué à mobiliser une base d'électeurs progressistes qui craignaient le scénario d'un gouvernement de coalition PP-Vox au palais de la Moncloa (siège de la présidence du gouvernement de l'État espagnol). Ce scénario aurait eu un impact majeur sur l'équilibre des pouvoirs au sein de l'Union européenne elle-même, en facilitant un rapprochement entre Fratelli d'Italia et le Parti populaire européen, comme l'espérait son dirigeant Manfred Weber, et aurait fait de l'Espagne une plateforme majeure de soutien à la réaction et à l'extrême droite en Amérique latine.

Un monde à changer

APRÈS BRICE HORTEFEUX, LAURENT NUNEZ CHOISIT AU MIEUX SON ADJOINT. Un décret laconique, signé par le président de la République, Emmanuel Macron, la Première ministre Élisabeth Borne et le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin, daté du 13 juillet et paru au *Journal officiel* le 14 juillet, indique que Gautier Béranger, préfet délégué à l'immigration pour la préfecture de police de Paris, quittera ses fonctions le 21 août. Nommé en juillet 2022 auprès du préfet de police, Laurent Nunez, Gautier Béranger est, selon l'AFP, soupçonné d'avoir tenu des « propos racistes et sexistes ». Soupçons qui

lui ont valu d'être suspendu à titre conservatoire de ses fonctions depuis le 25 mai pour des « faits susceptibles de (le) mettre en cause », confirmant ainsi une information du *Canard enchaîné*. Le ministère précisait alors qu'une « mission d'inspection a été diligentée ». Indépendamment de la politique qu'il a contribué à mettre en œuvre sous Darmanin comme auparavant sous Hortefeux, le personnage est, en fait, un récidiviste. En 2008, Gautier Béranger était en effet adjoint du secrétaire général du ministère de l'Immigration, dirigé par Brice Hortefeux resté célèbre pour sa déclaration : « Il en faut

toujours un (arabe). Quand il y en a un, ça va. C'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes ». En avril 2008, un agent de sécurité de Carrefour se voit demander par une caissière de vérifier les papiers d'identité d'un client souhaitant payer par chèque. Une vérification d'usage pour tout montant supérieur à 250 euros. Le client concerné n'est autre que Gautier Béranger qui, se prévalant de sa fonction, lui aurait lancé : « Monsieur, je vous connais, vous êtes sans papiers. (...) Sale Noir. Vous ne savez pas qui je suis. Vous pouvez mettre une croix sur votre carrière. » Malgré un dépôt de plainte pour diffamation et injures raciales, soutenue par le MRAP, les pressions exercées par Carrefour et le ministère, l'affaire avait été classée sans suite.

VIOLENCES D'ÉTAT La police et la justice pour écraser la révolte des quartiers populaires

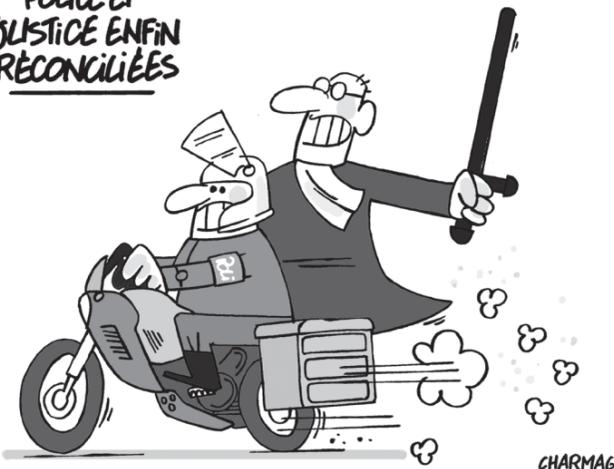
Un mois après l'assassinat de Nahel, une première mesure chiffrée de la répression d'État est possible. Avec la certitude qu'elle n'est que la partie émergée, car les sources dont nous disposons sont les déclarations tonitruantes des ministres macronistes Darmanin et Dupond-Moretti, et le résultat du travail de solidarité militante autour des victimes, qui ne fait que commencer.

Le média militant *Contre-Attaque* rappelle qu'« en une année de révolte des Gilets jaunes, 3204 condamnations ont été prononcées (sur 12107 interpellations) pour un total de 440 Gilets jaunes incarcérés », des milliers de personnes blessées dont, d'après David Dufresne, 350 à la tête, une trentaine éborgnées et 6 mains arrachées. Des Gilets jaunes à aujourd'hui, il ne s'agit pas de mettre en concurrence les différentes expressions de la révolte contre ce système, mais de les additionner, tout en pointant les spécificités de chacune, dans l'attente d'analyses plus approfondies.

Des chiffres affolants

La révolte des quartiers populaires en réaction à la mort de Nahel a duré 4 jours mais déclenché un déchaînement de violences policières et judiciaires. Les différents corps policiers engagés dans une véritable guerre dans les quartiers populaires ont provoqué un mort, deux personnes dans le coma, 5 éborgnées et une main arrachée, des dizaines de personnes blessées qui doivent en gérer les conséquences physiques et psychologiques. Et la répression judiciaire a enchaîné : « 3505 interpellations, dont 1373 dans la seule zone d'intervention de la préfecture de police, c'est-à-dire à Paris et dans sa petite couronne »

POLICE ET JUSTICE ENFIN RÉCONCILIÉES



(Darmanin) et « 1278 jugements avec 95% de condamnations, 905 personnes ont fait l'objet d'une comparution immédiate, 1056 personnes ont été condamnées, 742 à une peine ferme, le quantum est de 8,2 mois, 600 personnes ont été incarcérées » (Dupond-Moretti).

Et ce n'est pas fini puisque des investigations sont en cours qui déboucheront sur de futures interpellations et poursuites judiciaires. Comme c'est le cas actuellement contre le mouvement écologiste, pour les actions contre Lafarge ou les mégabassines de Sainte-Soline. Des chiffres qui objectivent la montée de l'autoritarisme d'État contre celles et

ceux qui contestent les ravages de sa politique et du système qu'il défend.

Terreur d'État dans les quartiers populaires

Si tous les combats sont urgents, celui des quartiers populaires requiert une attention et une solidarité particulières du fait de l'isolement dans lequel les habitantEs doivent mener la résistance quotidiennement. Et c'est bien parce qu'elles et ils affrontent un système raciste global que la répression de la révolte a été et continue d'être aussi violente. Le détail de la répression le dit clairement : les blessésEs, interpellésEs, condamnésEs, ne l'ont

pas été pour ce qu'elles et surtout ils ont fait, mais parce qu'elles et ils étaient là, dans ces quartiers. « La moyenne d'âge des 3500 personnes interpellées se situe entre 17 et 18 ans. (...) la plus jeune personne interpellée a 11 ans, la plus âgée a 59 ans. Ainsi, si la moyenne d'âge des personnes arrêtées se situe entre 17 et 18 ans et qu'un tiers d'entre elles sont mineures, les mineurs interpellés sont extrêmement jeunes », selon Darmanin auditionné au Sénat. On pourrait ajouter que plus de la moitié des personnes déferées n'avaient aucun antécédent judiciaire. Quant aux condamnations elles sont ostensiblement disproportionnées par rapport à la gravité des faits incriminés, des mois de prison ferme pour un vol de magasin sans parler de la simple mise en ligne de vidéos sur les réseaux sociaux. Et autant de vie de jeunes et de tous les membres de leur famille qui ne seront plus les mêmes après les condamnations et les blessures. Face à ce déferlement, notre position est aussi claire que celle des dirigeants de l'appareil policier, juste diamétralement opposée. Ils réclament l'impunité policière, nous revendiquons la révolte des quartiers populaires comme partie intégrante de notre combat anticapitaliste et qui renforce notre détermination à le mener.

Cathy Billard

Les forces indépendantistes catalanes en déclin

L'ERC (Esquerra Republicana de Catalunya), les indépendantistes de la « gauche républicaine catalane », subit un recul considérable et perd près de la moitié de ses voix et de ses sièges. Junts (Ensemble pour la Catalogne), les indépendantistes de la droite catalane, chute également mais beaucoup moins. La CUP (Candidature d'unité populaire), les indépendantistes se réclamant de l'anticapitalisme, reste malheureusement en dehors du Congrès des députés. L'indépendantisme catalan subit une défaite sans appel lors de ces élections. Au Pays basque, Bildu bat le PNV (Parti nationaliste basque) et consolide sa position de gauche souverainiste montante dans tout l'État.

Perspectives

Il reste une carte politique à Pedro Sánchez : il aura besoin de tous les votes de ses alliés de ces dernières

années et de l'abstention de Junts. C'est ce parti qui décidera de la reconduction de la coalition gouvernementale ou de l'organisation de nouvelles élections à l'automne. Le PP et Vox n'ont aucune marge de manœuvre pour gouverner. En termes d'attentes, il s'agit d'une défaite très sérieuse pour Feijóo, qui va commencer à être remis en question par Ayuso (autre figure, madrilène, du PP). Vox perd 19 députés et sa tendance à la baisse dans toutes les élections se confirme. Aujourd'hui, le peuple de gauche s'est mobilisé contre la droite et l'extrême droite. Le prix à payer est un bipartisme imparfait, avec deux partis alpha et deux béquilles à leurs côtés, et la baisse radicale des attentes de changement. Les résultats d'Adelante Andalucía à Cadix ont été mauvais et ne nous permettent pas d'affirmer l'existence d'un autre pôle. Les temps sont durs pour la gauche alternative et anticapitaliste, mais nous devons



Pedro Sánchez, lors de son discours d'ouverture du Forum des entreprises dans le cadre du Sommet entre l'UE et la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, 17 juillet 2023. MINISTRY OF THE PRESIDENT / GOVERNMENT OF SPAIN

continuer à insister sur la nécessité de construire des outils politiques qui remettent en cause le système et misent sur un écosocialisme radical, capable d'affronter ceux qui sont au sommet. Les mois et les années à

venir seront marqués par une grande instabilité. Les travailleurs doivent en profiter pour faire avancer les droits de tous.

Raul Camargo, militant d'Anticapitalistas

Le chiffre

49°C

C'est la température à l'ombre enregistrée lundi 24 juillet dans le centre-ville de Tunis, soit 6 à 10°C au-dessus des normales de saison. Tout comme en Algérie, la chaleur engendre des pics de consommation d'électricité dus à l'usage de la climatisation.



Agenda

Du 3 au 6 août, Rencontres des luttes globales et locales Les Résistantes, Larzac. À La Salvetat (commune de La Couvertourade) : <http://lesresistantes2023.fr/>

Samedi 26 août, manifestation « Darmanin ne fera pas sa loi ! » contre le racisme et le fascisme, en souvenir de Saint-Bernard, Paris. À 14h, place de la République.

Du dimanche 27 au mercredi 30 août, 15^e université d'été du NPA, Port-Leucate. Lire page 10. Infos et inscription sur : nouveauanticapitaliste.org/udt2023

L'Anticapitaliste

suspend sa parution durant le mois d'août

Rendez-vous le **jeudi 7 septembre**

NO COMMENT

Il n'y a pas de conflit d'intérêts car nous poursuivons [...] le même intérêt public, qui est celui d'assurer l'accès aux soins de nos concitoyens

AURÉLIEN ROUSSEAU, nouveau ministre de la Santé, à propos du possible conflit d'intérêts avec son épouse, numéro deux de la CNAM (Caisse nationale d'Assurance maladie)

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 21
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

EUROPE

En Allemagne aussi, la droite populiste a le vent en poupe

Dans le contexte de la crise économique et politique persistante et de plus en plus aiguë du système capitaliste, nous assistons dans toute l'Europe à une montée de la droite populiste et de l'extrême droite.

En Allemagne, l'AfD (Alternative pour l'Allemagne), parti populiste de droite et en grande partie d'extrême droite, devance avec 20 % dans les sondages d'opinion le SPD (17 %), le parti du chancelier (le SPD est dans une coalition avec les Verts, adaptés au néolibéralisme, et les néolibéraux purs et durs du FDP). Trois sources alimentent la montée de l'AfD.

Un tiers de la population xénophobe

Même après la défaite du fascisme, il existe dans la société allemande un courant de fond persistant, croyant en l'autorité et xénophobe, voire raciste, qui englobe environ un tiers de la population. En 1981, ce fait était l'objet d'une vaste étude (étude Sinus) et a été confirmée à maintes reprises depuis lors par plusieurs études ultérieures. Cette attitude de base découle du « mode d'existence capitaliste » (Erich Fromm), c'est-à-dire de l'insécurité sociale pour une grande partie de la population, et de la religion du système, à savoir la concurrence constamment prêchée et pratiquée et l'égoïsme qui en découle.

Cependant, longtemps, ce courant fondamental n'a pas pu s'affirmer en politique sous forme de parti. Cela était certes dû en partie à l'absence d'un leader (ou d'une dirigeante) charismatique, mais surtout au fait que les chrétiens-démocrates représentaient une partie de ces idées et que le SPD n'était pas non plus un rempart contre le racisme. Après tout, c'est lui qui a permis en 1993, en approuvant la modification de la Constitution, que le droit d'asile soit fortement limité.

Généralisation de l'emploi précaire

À l'insécurité générale du capitalisme s'est ajoutée au cours des vingt dernières années (en Allemagne de l'Est, même depuis la reprise par la RFA en 1990) une nette aggravation de l'insécurité sociale pour la moitié inférieure de la société (pour la majorité de la population d'Allemagne de l'Est). Depuis au moins dix ans, ce phénomène s'est accentué en raison de la généralisation de l'emploi précaire, de la crise du logement et, entre-temps, de la crise climatique.

Perte de crédibilité des partis

Depuis quelques années, la population fait l'expérience que la solution des problèmes est mise à la charge des citoyens (plus précisément des couches populaires) et qu'elle le sera encore plus à l'avenir. C'est ainsi que les prix de l'énergie et des denrées alimentaires ont considérablement augmenté l'année dernière et cette année, ce qui a des conséquences dramatiques pour les citoyens. Ces dernières semaines, la loi sur le chauffage est venue s'ajouter à cette liste (la loi sera adoptée en septembre), de sorte que les loyers et les dépenses des propriétaires d'une maison individuelle augmenteront considérablement à partir de l'année prochaine.

Il en résulte depuis quelques de mois une énorme poussée de perte de crédibilité des « partis établis ». Seul l'AfD peut profiter de cette profonde crise de confiance. Ce parti est perçu comme la seule véritable opposition et il exploite cette situation à fond — à l'aide de la démagogie populiste de droite. Il s'agit d'une crise de la représentation, donc d'une crise des partis, mais pas encore d'une crise institutionnelle comme celle décrite par Héléne Marra¹ pour la France.

Le parti Die Linke n'est pas perçu comme une alternative. En tant que parti réformiste, il participe au gouvernement dans trois Länder (il a même le chef du gouvernement en Thuringe). De plus, il est divisé et pourrait se scinder prochainement (éventuellement dès cette année). Avec Sarah Wagenknecht à sa tête, il ne s'agira pas d'une scission vers la gauche, mais vers la droite.

Jakob Schäfer

1 — Héléne Marra, « Pour une démocratie insurrectionnelle », *L'Anticapitaliste*, la revue n°146, mai 2023.

USA Des grèves et encore des grèves face au changement technologique

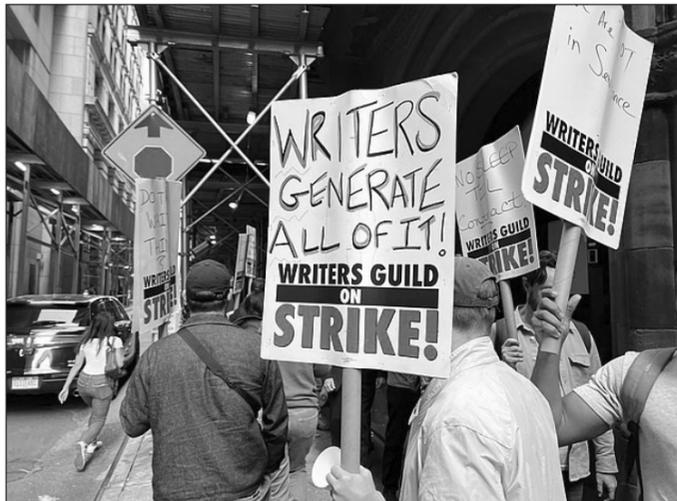
Il semble que nous soyons entrés dans la saison des grèves, avec des centaines de milliers de travailleurs en grève ou menaçant de le faire pour protéger leur emploi et obtenir des augmentations de salaire.

Hollywood a été le premier touché lorsque 11 500 scénaristes ont débrayé le 2 mai. Quelque 60 000 acteurEs ont suivi le 4 juillet. 340 000 travailleurEs d'UPS ont voté la grève s'ils n'obtiennent pas un nouveau contrat amélioré d'ici au 31 juillet. De même, les 140 000 travailleurs de l'automobile ont voté la grève s'ils n'obtiennent pas un meilleur contrat d'ici le 15 septembre. Pendant ce temps, de petits débrayages de courte durée ont lieu dans les installations d'Amazon, impulsés par des travailleurEs qui tentent d'organiser le géant de la logistique.

Quel est l'arrière-plan de toutes ces grèves et menaces de grève ? La transformation technologique continue de l'industrie américaine est à l'origine de la montée du conflit de classe. La surveillance informatique, le GPS, les robots et l'intelligence artificielle jouent en effet un rôle de plus en plus important. Dans le même temps, les revendications des syndicats restent les mêmes que celles des travailleurs depuis 250 ans : la sécurité de l'emploi et, surtout, des salaires plus élevés.

Une évolution technologique dans le cinéma et la logistique

La technologie, stimulée par la pandémie de covid, a transformé l'industrie cinématographique et la livraison de colis. Dans l'industrie cinématographique, la diffusion en ligne a commencé il y a vingt ans et n'a fait que croître, elle est devenue dominante pendant la pandémie. Les studios de cinéma ont créé des services de diffusion en continu, et ces derniers ont produit davantage de films. Ces changements ont



Grève des auteurs à Hollywood, mai 2023. FABEBK/WIKIMEDIA COMMONS

modifié les conditions de travail, de sorte que les scénaristes ont perdu de l'argent et n'ont souvent perçu aucune redevance pour les rediffusions des films qu'ils avaient écrits. Dans le même temps, l'intelligence artificielle (IA) menace de remplacer les scénaristes, les acteurs et les autres professionnels du secteur. Dans le domaine de la livraison de colis, le covid a incité les consommateurs à éviter les magasins et à acheter en ligne. UPS et Amazon dépendent de centaines de milliers d'hommes et de femmes qui déplacent des cartons dans des entrepôts et qui, comme le décrit un employé d'UPS, sont « traités comme des mules ». Traités comme des mules, mais surveillés par des ordinateurs. Et chaque jour, de plus en plus de robots parcourent les entrepôts, apportant et reprenant des cartons aux mules humaines. Les chauffeurs d'UPS dans la rue

sont surveillés par le système de positionnement global (GPS), car l'entreprise évalue leur productivité. Une grève du syndicat des Teamsters (camionneurEs) chez UPS affecterait l'ensemble de l'économie américaine, interrompant les livraisons de pièces détachées sur les lieux de travail et les livraisons de produits aux clients. La Chambre de commerce américaine a demandé au président Biden d'intervenir dans la grève. Le président des Teamsters lui a demandé de ne pas intervenir. Biden a dit qu'il n'interviendrait pas : « Je crois aux syndicats », a-t-il déclaré (il est pourtant malheureusement intervenu pour empêcher une grève des travailleurEs du rail il y a quelques mois).

Des cadeaux au patronat et... à la voiture électrique

L'industrie automobile est également confrontée à une nouvelle

vague de transformations technologiques. L'introduction de robots dans les usines a déjà permis la suppression de dizaines de milliers d'emplois au cours des dernières décennies. Mais aujourd'hui, le syndicat est confronté à un défi encore plus grand, car le gouvernement et les entreprises travaillent ensemble, en raison du rôle du CO₂ dans le réchauffement de la planète, pour remplacer le moteur à combustion interne fonctionnant au pétrole par des véhicules électroniques (VE). Non seulement les usines d'assemblage de véhicules électriques nécessiteront moins de travailleurs, mais le gouvernement américain donne des milliards aux entreprises américaines et étrangères pour créer les nouvelles usines de batteries électriques nécessaires aux véhicules électriques, sans exiger que ces usines soient syndiquées et paient des salaires syndicaux. « Pourquoi l'administration de Joe Biden facilite-t-elle la cupidité des entreprises avec l'argent des contribuables ? », a demandé Shawn Fain, le nouveau président de l'United Auto Workers. L'avarice des entreprises aggrave la situation dans tous ces secteurs. Fran Drescher, présidente de SAG-AFTRA (le syndicat des salariés des médias), a déclaré : « C'est nous les victimes..., alors qu'elles [les entreprises] plaignent la pauvreté, disent qu'elles perdent de l'argent à gauche et à droite tout en donnant des centaines de millions de dollars à leurs PDG. C'est dégoûtant. Honte à eux ». Elle a raison : Robert Iger de Disney, 27 millions de dollars ; David Zaslav de Warner Brothers, 39,3 millions de dollars ; Carol Tomé d'UPS, 18,9 millions de dollars ; Mary Barras de GM, 28,9 millions de dollars ; Jim Farley de Ford, 22,8 millions de dollars. Les transformations technologiques en cours démontrent la nécessité d'un programme de contrôle démocratique des nouvelles technologies à l'échelle de la classe par les syndicats et les travailleurEs qui les utilisent.

Dan La Botz

AFRIQUE Dans le secteur numérique, exploitation sans modération

Les multinationales ne se contentent pas de piller les ressources naturelles de l'Afrique, essentielles à la fabrication du matériel informatique, elles exploitent aussi dans des conditions extrêmes les travailleurs du continent.

L'avènement de l'intelligence artificielle (IA) nécessite en aval l'identification d'une masse énorme de données permettant aux algorithmes d'améliorer leur efficacité. Pour effectuer ces tâches, près de 90 % des compagnies de l'High Tech ont recours à des externalisations.

Identification des contenus

Pour l'espace francophone, les économies de coût sont évaluées à plus de 30 % pour les entreprises localisées au Maroc, en Tunisie ou à l'île Maurice et de 50 % à Madagascar. Ce dernier pays compte près de 250 agences de BPO (Business Process Outsourcing) qui désignent dans le jargon branché, les entreprises de sous-traitance.

Les conditions de travail y sont déplorables. La radio française RFI faisait état de témoignages de salariéEs : « Les formateurs passent derrière nous. S'ils trouvent que tu prends trop de temps pour traiter une image simple, ils donnent un avertissement. Si ça arrive une deuxième fois, ils te renvoient directement. Quand on n'a pas terminé, par exemple, les 200 tâches qu'on devait faire dans la journée, on doit continuer. Et ça, ce n'est pas compté comme des heures supplémentaires. »¹

Quant aux salaires, ils débutent autour de 90 euros par mois et peuvent aller jusqu'à 500 euros

pour les salariéEs hautement qualifiés. À côté de ce travail fastidieux d'identification de données, d'autres BPO proposent les services de modération. Elles sont utilisées par les grandes entreprises des réseaux sociaux, comme Facebook, TikTok, Instagram, Twitter et autres.

Danger pour la santé mentale

Sama est une de ces entreprises de sous-traitance basée au Kenya. Ses salariéEs passent des journées entières à traiter des contenus ultra-violents, de meurtres, de torture, de violence sexuelle sur les femmes et les enfants. Ils les taguent, permettant d'alimenter les algorithmes des filtres des réseaux sociaux ou de l'intelligence artificielle. Les conséquences sur leur santé mentale sont graves et équivalent à des troubles dû à un stress post-traumatique. L'entreprise kenyane n'a à aucun moment mis en place des structures de soutien psychologique au bénéfice des salariéEs. Pire, pour effectuer les modérations dans les langues locales,

Sama a recruté dans les différents pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe des jeunes diplômés souvent pauvres. Elle les a fait venir au Kenya sans les avertir de la nature réelle du poste. La société parlait seulement d'emploi administratif, en omettant la question de la confrontation quotidienne à la haine en ligne qu'ils auraient à subir. Une fois au Kenya ces jeunes travailleurs étaient pris au piège.

Résister et s'organiser

Une première plainte en mai 2022 contre Meta, la société mère de Facebook, et sa société sous-traitante Sama a été lancée par un ancien salarié Daniel Motaung. La plainte portait sur les conditions de travail, les questions de rémunération et l'absence d'accompagnement psychologique. D'autres plaintes ont suivi lorsque Sama a cessé son activité de modération et licencié les salariéEs. La juridiction kenyane a suspendu les licenciements jusqu'au jugement.

En parallèle, 150 salariéEs ont créé le premier syndicat africain des modérateurs de contenu, en dépit des politiques d'intimidation des employeurs. D'autres salariéEs, comme ceux de la société Majorel qui a repris les activités de modération de TikTok, ont annoncé leur décision de rejoindre le syndicat. Bien que méprisés par les grands groupes des réseaux sociaux, les modérateurs jouent un rôle essentiel contre la haine en ligne. Des failles peuvent avoir des conséquences dramatiques. Un autre procès se déroule en Éthiopie contre Meta. Lors de la guerre au Tigré, des appels au meurtre avaient circulé pendant plusieurs jours sur Facebook contre un professeur d'université tigréen habitant la capitale Addis-Abeba. Malgré ses démarches auprès du réseau social, les messages ont continué à circuler. Il est tombé sous les balles de ses tueurs.

Paul Martial

1 — <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230612-l-intelligence-artificielle-gagne-du-terrain-en-afrique>

LIP: ON FABRIQUE, ON VEND, ON SE PAIE

Le 18 juin 1973, les ouvrierEs de Lip remettent en marche une chaîne d'assemblage de montres¹, afin de les vendre pour assurer les salaires des grévistes. S'ils disent que c'est de l'autodéfense, pas de l'autogestion, cette action est plus qu'une modalité de lutte, elle se situe dans la perspective de la prise en main par celles et ceux qui travaillent, de leur outil de travail et de leur destin.

La lutte engagée depuis le dépôt de bilan du 17 avril a commencé par une baisse des cadences de production : un mois après le début, la production des services « mécanique et usinage série » est pratiquement nulle, celle de « l'horlogerie » ne sort que 50% des pièces. Les actions s'enchaînent : une visite au château du député de droite, des manifestations.

Le 12 juin, lors d'une réunion du CE, les administrateurs sont séquestrés, et les ouvrierEs découvrent dans les bureaux et les serviettes des documents prouvant que la discussion entre la direction et l'État est une restructuration accompagnée de licenciements. Les CRS interviennent pour libérer les séquestrés, des affrontements ont lieu devant l'usine. En réponse, dans la nuit, les Lip évacuent et dissimulent le stock de montres terminées, d'une valeur d'un demi-milliard de francs et le lendemain l'occupation est votée à l'unanimité.

La solidarité, le dynamisme et l'imagination des Lip viennent de loin

Ce fleuron de l'horlogerie de qualité appartient depuis 1967 au groupe suisse Ébauches-SA qui



1973 LIP. COLLECTION RADAR

l'a transformé en simple usine d'assemblage de pièces. Depuis une quinzaine d'années a mûri dans l'usine un syndicalisme de combat très particulier, basé sur une bonne entente entre la CFTC et la CGT, puis, après la décon-fessionnalisation de la CFTC en 1964, entre la CFDT et la CGT, et sur un collectif militant CFTC puis CFDT centré sur la constitution du collectif des travailleurs et

travailleuses en force unie. Le travail syndical cherche à ne pas reproduire la coupure des sachants-dirigeants avec les Lip, mais à développer l'apprentissage du débat constructif, en encourageant l'expression de toutes.

Iels promeuvent le « 90/10 », 90% d'énergie, de temps, d'intelligence à construire cette force unie des salariéEs et 10% pour

La première paie ouvrière est versée le 2 août. Le 14, l'usine est occupée par les CRS

les rapports avec la direction, le syndicat, les dossiers, etc., ainsi que la constitution d'un réseau

de correspondantEs dans toute l'usine, qui diffuse une information régulière de qualité, ce qui met tout le monde à égalité de réflexion.

Dans chaque conflit, notamment en 1968, iels encouragent à la réflexion en AG ou en cercles. Comme le dit Charles Piaget, un des animateurs — le plus connu — de cette équipe militante : « Il faut du temps, mais lors du cheminement, les salariéEs se transforment profondément. Ils et elles prennent de plus en plus la lutte en charge. 1973 a été l'aboutissement ce mode de fonctionnement, jusqu'à la prise en charge de la lutte, de toute la lutte ».²

Le 20 avril 1973 est créé un comité d'action regroupant des syndiquéEs et non syndiquéEs pour renforcer l'activité des militants syndicaux CGT et CFDT, qui jouera avec l'équipe CFDT un rôle moteur dans la lutte. Toutes ces pratiques permettent des débats et une démocratie des AG qui donneront sa force au mouvement.

La grève des Lip devient un enjeu national

Grâce à la vente des montres dans les réseaux militants dans toute la France, la première paie ouvrière est versée le 2 août. Le 14, l'usine est occupée par les CRS. Cela n'empêche pas la vente des montres et les paies ouvrières : il y en aura six jusqu'en décembre. Le 29 septembre, une marche sur



Besançon en soutien aux Lip regroupe 100 000 manifestantEs, les secteurs militants radicaux, la gauche de la CFDT car les directions syndicales voulaient se contenter d'une manifestation régionale.

Les négociations avec l'envoyé du gouvernement durent des semaines, un premier plan actant le départ de 160 salariéEs sur 800 est refusé en octobre. Il faut attendre le 30 janvier 1974 pour trouver un accord permettant la reprise de toutEs les Lip dans une nouvelle société, qui vivra deux ans.

Cette lutte auto-organisée des Lip, basée sur la totale implication de tous et toutes, est toujours une référence riche d'enseignements pour toute perspective émancipatrice de transformation sociale.

Patrick Le Moal

1 - Il y a de quoi en monter environ 30 000.

2 - Les femmes représentent la moitié des effectifs, les 3/4 des OS.

Cet arsenal est féroce-ment appliqué jusqu'aux années 1960, même si les femmes des couches favorisées peuvent trouver des « solutions », au prix fort. On atteint le pire en 1942, sous Vichy : peine de mort pour les « faiseuses d'anges ». À la Libération, le droit de vote est accordé aux femmes mais l'Église veille sur les valeurs morales et le PCF stalinisé s'est totalement rallié à la politique nataliste de la France forte.

Naissance d'une lutte féministe

Face à l'hostilité militante des deux principales forces du pays, les souffrances qui découlent chaque année des centaines de milliers d'avortements clandestins finissent par mobiliser. Les premières féministes et une petite partie du corps médical s'accordent pour initier un timide mouvement de propagande pour le « planning familial », alors que les premières pilules contraceptives sont déjà disponibles dans des pays voisins. Minoritaires dans leurs propres partis, le gaulliste Lucien Neuwirth et la communiste Marie-Claude Vaillant-Couturier réussissent en 1966 à convaincre de Gaulle de légaliser la contraception. Après un dur débat parlementaire, l'accès à la contraception sur prescription médicale est voté en décembre 1967 mais l'avortement reste strictement prohibé.

Au lendemain de Mai 68, le premier mouvement de libération des femmes fait surface en 1970, contribuant au Manifeste dit des 343, « Notre ventre nous appartient », qui libère la parole : l'ampleur des avortements clandestins apparaît en pleine lumière. Les

LE MOUVEMENT POUR LA LIBERTÉ DE L'AVORTEMENT ET DE LA CONTRACEPTION

L'interdiction d'avorter remonte à l'Ancien Régime; elle est réintroduite dans le code pénal napoléonien (1810). Maîtriser sa fécondité est un crime puni de prison. La 3^e République aggrave encore les choses en adoptant des lois natalistes pour préparer ce qui sera la guerre de 1914. La seule résistance provient de petits groupes antimilitaristes qui font de la propagande pour la « grève des ventres » en diffusant des méthodes contraceptives, malheureusement peu efficaces. C'est contre elles que l'État prépare les lois criminalisant la contraception elle-même, adoptées en 1920-1923.

forces traditionnelles, Planning familial et Association Choisir, évoluent rapidement. À l'automne 1972, à Bobigny, l'avocate Gisèle Halimi défend le droit à l'avortement d'une mineure, Marie-Claire Chevalier, qui est acquittée. Les échos du procès font office de passerelle entre la jeunesse radicalisée et les femmes plus âgées, qui trouvent enfin la force de parler des souffrances subies.

La création du MLAC

La création du MLAC (Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception), en avril 1973, découle d'une alliance inédite : des associations féminines, le Planning, Choisir, le Groupe Information Santé, mais aussi la Mutuelle générale de l'éducation nationale, la CFDT (avec Jeannette Laot) et... quasiment toutes les organisations d'extrême gauche. Le PCF et ses annexes s'y opposent, alors que la mobilisation se développe de partout. Le MLAC revendique la pratique de gestes illégaux, nécessaires à la santé des femmes. Le film *Histoire d'A*, de Marielle Issartel et Charles Belmont est interdit² en novembre 1973, mais connaît une diffusion militante massive.



Les groupes locaux du MLAC se multiplient, peut-être 300 ou 400, avec une densité particulière dans les petites villes mais aussi dans de grandes entreprises féminisées

L'afflux aux permanences du mouvement montre l'ampleur des besoins, légitimant les pratiques illégales ; voyages collectifs en Grande-Bretagne ou en Hollande ou avortements sur place avec l'appui de professionnelEs militantEs (méthode Karman, par aspiration). Les groupes locaux du MLAC se multiplient, peut-être 300 ou 400, avec une densité particulière dans les petites villes mais aussi dans de grandes entreprises féminisées (Chèques postaux).

L'activisme des comités rencontre des échos de masse à chaque apparition. En 1974, les liens se multiplient encore vers la classe ouvrière, à Besançon (Lip) comme à Romans (industrie de la chaussure).

Vers la légalisation

Les débats d'orientation du mouvement ont à peine eu le temps d'apparaître que le nouveau président Giscard d'Estaing charge Simone Veil, ministre de la Santé, de liquider l'archaïsme que représente désormais l'interdiction de l'avortement. La légalisation se fait en un temps record, dès janvier 1975 mais pour un temps limité : une tolérance, pas un droit, non remboursé par la Sécu, limité à la dixième semaine de grossesse et soumis à l'accord parental pour les mineures. D'où une série de batailles avec l'Ordre des médecins, la reprise des avortements militants en 1976 et maintes mobilisations, mixtes et non mixtes...

Chacun et chacune comprend donc que cette victoire des femmes a reposé sur un rapport de forces qui reste à défendre quotidiennement.

Claude Malblanc

1 - Voir le film *Une affaire de femmes*, de Claude Chabrol, 1988.

2 - *Histoire d'A*, de Marielle Issartel et Charles Belmont, 1974. http://www.film-documentaire.fr/4DACTION/w_fiche_film/39429_1

Voir aussi le film *Annie Colère*, de Blandine Lenoir, 2022.

LARZAC 73, PLAQUE TOURNANTE DES RÉVOLTES

Le plateau du Larzac a été utilisé dès le 19^e siècle par l'armée et a servi à la détention d'Algériens. Michel Debré, ministre de la Défense du gouvernement Pompidou, annonce officiellement à la télévision le 28 octobre 1971 la décision d'étendre le camp militaire de 3500 à 17000 hectares, ce qui veut dire expulser les 103 agriculteurs du plateau.

Il s'agit de paysans anciennement implantés et aussi de «néoruraux», qui pratiquent l'élevage de brebis pour la production du roquefort. Ils sont associés en Groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC). Durant plus de dix ans, l'opposition à l'extension du camp s'affronte aux gouvernements successifs jusqu'à la victoire par l'abandon du projet en 1981.

«Debré ou de force, nous garderons le Larzac»

Dès 1971 et 1972, les habitants du Causse appellent à des manifestations à Millau, Rodez. Ils lancent le mot d'ordre en occitan «*Gardarem lo Larzac*» et en font le titre de leur journal. À Pâques 1972, 103 paysans s'engagent à ne pas vendre leurs terres. Ils multiplient les actions juridiques, légales, illégales, spectaculaires permettant de médiatiser : soixante brebis broutent sur le Champ de Mars, les moutons envahissent les tribunaux.

Le 7 janvier 1973, une montée à Paris avec les tracteurs est arrêtée à Orléans ; ils continuent à pied. Parmi leurs nombreuses alliances, celle de Bernard Lambert, paysan, dirigeant le syndicat des Paysans travailleurs

À Pâques 1972, 103 paysans s'engagent à ne pas vendre leurs terres. Ils multiplient les actions juridiques, légales, illégales, spectaculaires

(la future Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans) sera décisive. Des comités d'action Larzac sont créés dans toute la France. Pour compliquer les projets de l'État et des promoteurs, les Larzacois divisent leurs terres en de multiples parcelles grâce aux Groupements fonciers agricoles (GFA).

La mobilisation s'amplifie, devient nationale

En avril une soixantaine d'agriculteurs du Causse expédient au ministère de la Défense leurs livrets militaires. Ils seront suivis ensuite par près de 3 000 Français. Parallèlement, un mouvement d'«objection fiscale» invite les contribuables à retirer les 3% de l'impôt affectés

à l'armée afin de les reverser à la lutte...

Le 10 juin 1973, ils commencent à bâtir la bergerie la Blaquièrre (évidemment sans permis). Trois cents personnes sont sur le chantier en autogestion. L'été 1973, les Français sont appelés à se rendre au Larzac. Les 25 et 26 août 1973, 80 000 personnes sont dans l'Aveyron. Ce succès résulte d'un minutieux travail de préparation et d'une vaste solidarité à l'échelle de l'Hexagone. Un public hétéroclite, intergénérationnel, mélange de milieux ouvriers (les salariés de Lip), paysans, étudiants et intellectuels se retrouve là, dans une atmosphère joyeuse et politique.

Un mouvement victorieux qui sème des graines encore aujourd'hui

Cette mobilisation historique s'explique par plusieurs raisons dans le contexte post-mai 1968. Elle fait écho à un fort mouvement pacifiste et antimilitariste, contre l'obligation de faire son service dans ces années post-coloniales. C'est l'époque des comités de soldats. Debré a provoqué les manifestations de la jeunesse en annonçant la suppression des sursis pour les plus de 21 ans.



L'internationalisme est aussi bien vivant. On lit des communiqués d'organisations révolutionnaires de Grèce et du Chili. La solidarité avec les peuples autochtones est proclamée. Le rassemblement de l'été suivant le 17 août 1974 doit financer des projets dans le tiers monde. François Mitterrand y est très mal accueilli.

Un sentiment régionaliste est résumé dans cette expression souvent employée : «*Nous sommes les colonisés de l'intérieur*».

L'écologie n'est pas le thème le plus mis en avant sur le Larzac, elle est cependant bien là même si ce n'est pas encore vraiment conscient. C'est la candidature de René Dumont en 1974 qui en sera l'expression politique.

Pour les familles du Causse, qui se sont politisées à une vitesse éclair, le rapprochement entre

monde paysan et monde ouvrier relève de l'évidence.

Les luttes se succéderont jusqu'à la victoire finale.

Elles continueront au-delà, avec en 2000, le démontage du MacDo de Millau, puis en 2003, grande période de l'altermondialisme, le rassemblement au Larzac contre

l'OMC. Sur le plateau du Larzac même, les traces de ces combats sont présentes. Elles ont inspiré les zadistes de Notre-Dame-des-Landes. À l'heure de l'urgence climatique et de la répression qui s'est abattue sur le mouvement antibassines à Sainte-Soline, il sera le lieu, en août prochain, d'un nouveau rendez-vous militant.

Dominique Pierre



1973 : FIN DE PARTIE AU VIETNAM POUR L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

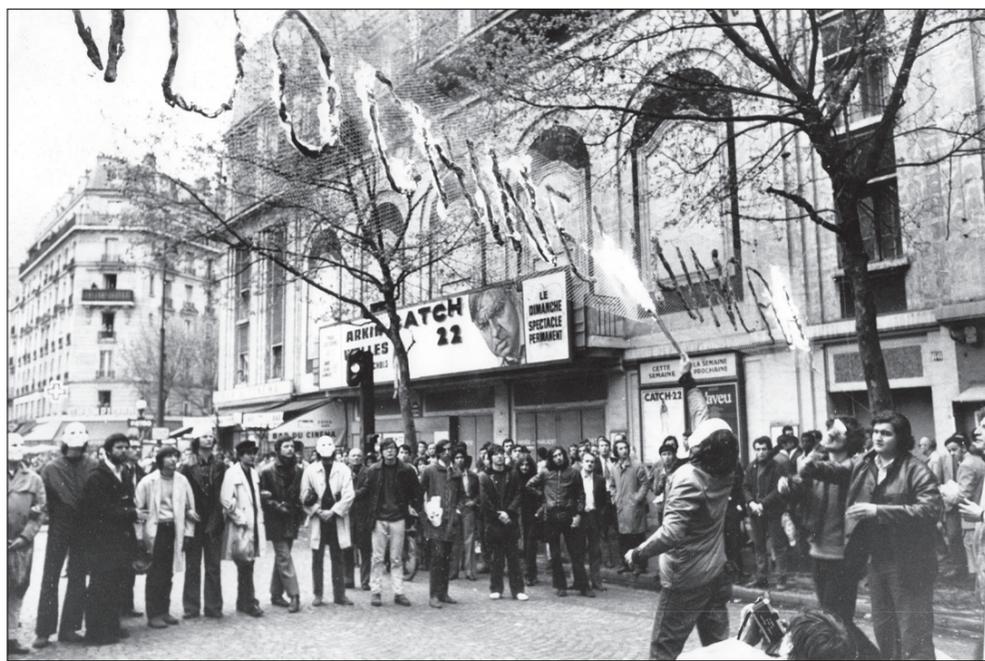
Le Vietnam, royaume indépendant depuis le 10^e siècle, après un millénaire de domination du grand voisin du Nord, la Chine, a été colonisé par la France à la fin du 19^e siècle. En 1945, profitant du vide laissé par le départ des troupes japonaises qui occupaient le pays depuis 1940, le PCV (Parti communiste vietnamien, fondé en 1930 par Ho Chi Minh) proclame l'indépendance du Vietnam.

L'impérialisme français reconquiert militairement sa colonie : c'est la guerre d'Indochine (500 000 morts). Après le désastre militaire de Dien Bien Phu en 1954, la France est contrainte de partir. Le pays est alors coupé artificiellement en deux, de part et d'autre du 17^e parallèle : le Nord «communiste» (capitale Hanoï), le Sud néocolonial (capitale Saïgon).

Une guerre impérialiste d'endiguement du communisme

Le PCV, soutenu militairement par l'URSS et la Chine, veut poursuivre la guerre de libération nationale jusqu'au bout. Les USA (États-Unis d'Amérique) veulent, à la suite de la guerre de Corée (1950-1953), en cette époque de «guerre froide», «endiguer» le danger «communiste». C'est la guerre du Vietnam (1955-1975, 3 millions de morts).

La «vietnamisation» du conflit prônée par les USA ne marchant pas, ceux-ci interviennent de plus en plus directement : 15 000 soldats en 1963, 185 000 fin 1965, 536 000 en 1968 sous la présidence du démocrate Johnson. Ils mettent en œuvre une stratégie dite de «contre-insurrection» : flicage de la population regroupée dans des «hameaux stratégiques», opérations coup de poing en zone ennemie, bombardements massifs (les USA ont lâché durant la guerre du Vietnam trois fois plus de bombes que durant toute la Seconde Guerre mondiale). Sans oublier l'épandage de défoliant, le tristement célèbre «agent orange», qui a fait un million d'handicapés et qui continue, des années après, à empoisonner le sol et l'eau.



Une défaite majeure de l'impérialisme

En 1973, sous la présidence républicaine de Nixon, les USA quittent le Vietnam. L'élément décisif qui a fait basculer la situation est le mouvement anti-guerre aux USA. L'opposition à la guerre, portée initialement par des

organisations trotskistes comme le SWP, se développe au fur et à mesure de l'engagement terrestre des USA et gagne la majorité de l'opinion publique américaine en 1968. Plusieurs facteurs jouent : l'engagement d'artistes (Joan Baez, Jim Morrison) et de leaders afro-américains (Martin Luther

King), l'offensive du Têt en 1968 qui montre que les USA ne sont pas en train de gagner la guerre contrairement à la propagande officielle, la révélation de crimes de guerre américains (My Lai en 1968), des pertes américaines importantes (60 000 soldats tués et 150 000 blessés).

Cette défaite majeure de l'impérialisme américain met à mal son rôle de gendarme du monde

Le régime fantoche du Sud s'effondre et le PCV réunit le pays en 1975. La «théorie des dominos» redoutée par les USA s'applique : les partis communistes prennent le pouvoir dans les pays voisins du Vietnam, Laos et Cambodge. La leçon, c'est qu'une guerre d'occupation contre un peuple ne peut pas être victorieuse à terme. La France avait connu le même sort en Algérie (1954-1963), les USA l'expérimenteront aussi en Irak (2003-2011).

Un formidable encouragement pour les luttes anti-impérialistes

Cette défaite majeure de l'impérialisme américain met à mal son rôle de gendarme du monde. À l'inverse, la victoire du mouvement de libération national vietnamien constitue un formidable encouragement pour les luttes anticolonialistes et anti-impérialistes. «*Créer*

deux, trois, plusieurs Vietnam», tel était le message du Che. En 1975, les colonies portugaises africaines arrachent enfin leur indépendance. En 1979, le régime pro-américain du Shah d'Iran tombe. En 1979, éclate la révolution sandiniste au Nicaragua. En 1979, l'URSS, partisane de la «coexistence pacifique» avec l'impérialisme, pousse ses pions en Afghanistan, ce qui contribuera à sa perte.

La dynamique anti-impérialiste s'enraye toutefois au début des années 1980. D'une part, les pays qui se libèrent de la domination impérialiste ne constituent pas des alternatives attractives. Les régimes qui renversent le capitalisme sont, à l'image de l'URSS ou de la Chine, des dictatures bureaucratiques, c'est aussi le cas du PCV, la caricature la plus atroce étant les Khmers Rouges au Cambodge. D'autre part, l'impérialisme américain surmonte sa crise sous Reagan (1981-1989). Il stoppe l'extension de la révolution nicaraguayenne qui menace son pré carré d'Amérique centrale et il reprend progressivement ses interventions militaires, à la Grenade en 1983, au Panama en 1989, en Irak en 1991.

Lemmy

11 SEPTEMBRE 1973, LA NUIT FASCISTE S'ABAT SUR LE CHILI

Le coup d'État du 11 septembre 1973 fut tout sauf une surprise. Le 29 juin 1973, l'armée avait déjà lancé un premier ballon d'essai, en envoyant une colonne de chars sur le palais présidentiel. Durant l'été, les militaires avaient achevé leurs préparatifs, en faisant arrêter et assassiner les soldats de gauche.

Le 4 septembre 1973, pour les trois ans de l'arrivée de la gauche au pouvoir, 700 000 chiliens s'étaient rassemblés à Santiago pour demander des armes au socialiste Allende, qui resta jusqu'au bout fidèle à la légalité républicaine qu'incarnait le général Pinochet, qu'il venait tout juste de promouvoir commandant en chef de l'armée.

Une expérience de transition pacifique vers le socialisme

Fondée sur l'alliance du PS et du PC, l'Union populaire s'était mise en place dans le cadre de la stratégie étagée définie par Moscou, afin d'offrir un débouché électoral au mouvement de masse. Durant les années 1960, la classe ouvrière chilienne avait en effet pris conscience de sa force, puisqu'unE ouvrierE chilien sur trois était syndiqué, le plus souvent dans la CTU, la centrale syndicale contrôlée par le PC. Le mouvement paysan, qui exigeait l'accès aux terres confisquées par les grands propriétaires, avait aussi connu un spectaculaire développement : en 1970 pas moins de 39% des salariéEs agricoles étaient syndiqués. Enfin, la jeunesse profitait de l'essor des universités



pour développer des aspirations radicales, portées par le MIR, la plus puissante des organisations marxistes révolutionnaires, mais aussi le MAPU, le parti de la jeunesse démocrate-chrétienne, en voie de radicalisation. À la jeunesse radicalisée et aux masses paysannes et ouvrières,

le socialiste Allende n'avait à offrir que la perspective d'une « transition pacifique » vers le socialisme. Main dans la main avec ses amis du PC, Allende proposait de sortir progressivement du capitalisme par une série de réformes paisibles, effectuées dans le cadre de la légalité

constitutionnelle. Après sa victoire électorale en septembre 1970, Allende prit l'engagement solennel de ne pas remettre en cause la place privilégiée de l'armée et de l'Église et surtout de ne pas s'attaquer à la propriété privée. S'il nationalisa 91 entreprises, il le fit en indemnisant

leurs actionnaires, tout comme il indemnisa les propriétaires des latifundia touchés par sa réforme agraire. Les masses ne l'entendaient pas de cette oreille : les ouvrierEs multiplièrent grèves et occupations d'usine, tandis qu'à la campagne, la paysannerie mettait en place, en toute illégalité, un authentique partage des terres.

L'exacerbation de la lutte des classes

Malgré la modération du gouvernement Allende, le président américain Nixon n'était pas disposé à tolérer ce gouvernement de gauche en Amérique latine. Les États-Unis organisèrent un effondrement du cours du cuivre, la principale ressource du Chili. Ils agirent pour que la Banque mondiale refuse tout délai de paiement au gouvernement, qui ne put faire face au paiement de sa dette qu'en laissant courir l'inflation. Surtout, les États-Unis apportèrent leur soutien aux forces les plus réactionnaires, encourageant par exemple la grève en octobre 1972 de la bourgeoisie chilienne (transporteurs routiers, médecins, avocats, lock out patronal, etc.), mais aussi les velléités putschistes de plus en plus ouvertes de l'armée et des groupes d'extrême droite. Le monde du travail disposait toutefois de solides arguments. Face à la grève de la bourgeoisie, les travailleurEs chiliens firent rouvrir les entreprises et les réquisitionnèrent, contraignant les patrons à revenir aussitôt au travail et développant des « cordons industriels », qui organisaient les secteurs en lutte. Alors que la bourgeoisie

Malgré la modération du gouvernement Allende, le président américain Nixon n'était pas disposé à tolérer ce gouvernement de gauche en Amérique latine

ne voyait plus son salut que dans l'armée, le mouvement de masse devait prendre les devants pour organiser un véritable pouvoir populaire, susceptible de désarmer la bourgeoisie. Le PC et la fraction la plus droitiste du PS s'opposèrent farouchement à cette perspective, tandis qu'Allende tentait de trouver un impossible compromis avec la droite et l'armée. En refusant d'armer les masses et d'organiser un authentique pouvoir populaire, Allende menait une politique aveugle qui conduisit au coup d'État. Son suicide sans combattre le 11 septembre fut le point d'orgue de sa politique d'impuissance, que le peuple chilien paya au prix fort dans les chambres de torture. Nixon pouvait triompher : le coup d'État au Chili avait porté un coup très dur à toutes les forces anti-impérialistes de l'Amérique latine. De nouveaux « Chicago boys » arrivèrent au Chili, profitant de l'écrasement de la classe ouvrière pour faire de ce pays un laboratoire du néolibéralisme, à coup de privatisations et de libéralisation économique.

Laurent Ripart

DE LA GUERRE DU KIPPOUR À LA RÉCESSION

Le 6 octobre 1973, l'armée égyptienne franchit le Canal de Suez le jour de la fête juive de Yom Kippour et prend à revers les troupes israéliennes stationnées dans le Sinaï. Ses alliés syriens lancent au même moment une offensive sur le plateau du Golan. Ces territoires, respectivement égyptien et syrien, étaient occupés par Israël depuis la guerre des Six Jours de 1967. Il s'agit pour Anouar el-Sadate et Hafez el-Assad d'asseoir leur autorité dans le contexte d'un rapport de forces très dégradé.

C'est la quatrième fois que les armées arabes et israéliennes s'affrontent depuis 1948, année de la proclamation de l'État d'Israël. Dans un premier temps, surprise, l'armée israélienne est contrainte de reculer mais en moins de quinze jours elle reprend le terrain perdu et menace à son tour les pays arabes. C'est à ce moment-là que la crise pétrolière éclate.

Le pétrole comme arme politique

Les 16 et 17 octobre, en réaction à l'évolution du conflit, l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP), réunie à Koweït, annonce une série de mesures de rétorsion. Tout d'abord une réduction de la production de pétrole brut de 5% par mois, jusqu'à ce que les Israéliens se soient complètement retirés des territoires occupés et que les droits légaux du peuple palestinien soient restaurés. Mais aussi la mise en place d'un embargo sur les livraisons de pétrole destinées aux pays qui soutiennent Israël, au premier rang, les États-Unis. Une hausse du prix du baril de 70% est aussi annoncée ainsi qu'une augmentation des redevances versées par les compagnies pétrolières

occidentales. Le 23 décembre, à Téhéran, l'OPAEP décide une nouvelle augmentation spectaculaire de 115%. Au total, entre octobre 1973 et janvier 1974, le prix du baril est multiplié par quatre. L'OPAEP revendique une part croissante dans les opérations de production largement contrôlées par des compagnies pétrolières. La guerre du Kippour donne aux pays arabes producteurs de pétrole l'occasion de s'accorder pour utiliser le pétrole comme arme politique. Les grands pays exportateurs vont en quelques années récupérer la maîtrise de l'extraction et de la politique des prix. C'est le premier choc pétrolier caractérisé par une modification brutale de l'offre de pétrole combinant hausse du prix, augmentation de la consommation et baisse de la production.

Une récession mondiale durable

Compte tenu de la forte dépendance de l'économie mondiale vis-à-vis du pétrole, l'augmentation brutale du prix du baril a un impact immédiat sur les pays consommateurs qui sont précipités dans une crise profonde. Pour l'ensemble des pays développés occidentaux, le déficit passe de 1,5% du PIB pour la

Compte tenu de la forte dépendance de l'économie mondiale vis-à-vis du pétrole, l'augmentation brutale du prix du baril a un impact immédiat sur les pays consommateurs

période allant de 1972 à 1974 à 4,6% en 1975. On entre dans une période de « stagflation » alliant faible croissance et une forte inflation qui dépasse souvent les 10% annuel. L'OPAEP a déjà multiplié ses prix par deux entre janvier et septembre 1973, mais l'embargo d'octobre 1973 qui dure jusqu'en mars 1974 envoie un signal politique plus fort. L'attitude de l'OPAEP est également à mettre en relation avec à la fin des accords de Bretton Woods, décidée unilatéralement par les États-Unis le 15 août 1971, qui implique l'arrêt de la convertibilité en or du dollar. Le résultat en est une dépréciation de la valeur du dollar américain, monnaie dans laquelle les prix du pétrole sont fixés. À cela il

faut ajouter l'annonce de Nixon la même année indiquant que les États-Unis, premier producteur de pétrole à l'époque, ont atteint leur pic de production. Le choc pétrolier se traduit alors par des plans de rationnement sans précédent en temps de paix, impliquant des mesures

d'économie d'énergie partout en Europe : limitations de vitesse sur les autoroutes ; normes de température dans les bâtiments publics, limitation des éclairages ; interdiction de circuler le dimanche en Belgique, en Suisse et aux Pays-Bas... On assiste à une diversification d'approvisionnements

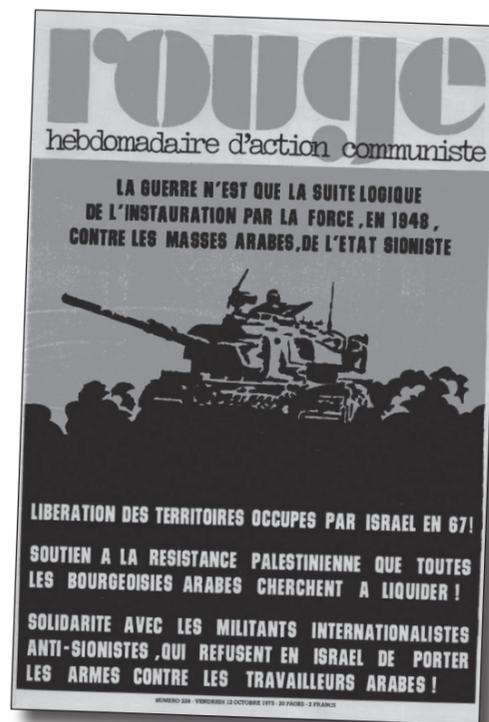
et la recherche d'une plus grande indépendance énergétique. La France se lance dans un programme massif de nucléaire civil comprenant plusieurs dizaines de centrales.

Le choc n'intervient pas dans un ciel serein

La guerre du Kippour va jouer en réalité un rôle de révélateur et de catalyseur en aggravant des phénomènes économiques déjà présents : ralentissement des rythmes de croissance de la production industrielle, explosion du chômage, inflation galopante, forte augmentation des déficits budgétaires, aggravation de l'inflation. L'affaiblissement durable de la croissance après le choc pétrolier montre que le mal est profond et que les causes de la crise sont en réalité multiples et structurelles. Depuis 1965 aux États-Unis, le taux de profit a déjà commencé sa baisse.

Sur fond de guerre du Kippour, l'année 1973 signe bien la fin de la parenthèse des « Trente glorieuses ». Et c'est dans ce contexte économique dégradé qu'en 1979 un deuxième choc pétrolier provoque une récession encore plus forte inaugurant la mise en place d'un capitalisme néolibéral.

Sandra Cormier



SANS-PAPIERS Les travailleurs d'Emmaüs Lille luttent pour leurs droits

La grève a démarré début juillet et continue à ce jour. Les 26 grévistes de la communauté Emmaüs de la Halte Saint-Jean à Saint-André-lez-Lille (Nord) luttent pour faire valoir leurs droits. Ils dénoncent les conditions de travail et de vie indignes et la non-obtention de papiers après plus de trois années passées comme bénévoles au sein de la structure.

Comme le titre l'un de leurs tracts : « Emmaüs c'est l'enfer » : un travail de 40 heures/semaine en moyenne, payées 150 euros/mois une fois déduits le loyer de l'hébergement et la restauration fournie par Emmaüs (1,50 euro/jour, pour une nourriture composée exclusivement de dons). À cela s'ajoutent les comportements autoritaires et racistes de certains chefs : « Il y a trop de Noirs ici », « Rentrez dans votre pays ». La directrice de la Halte, Anne Saingier (également directrice d'Emmaüs Nord-Pas-de-Calais), nie toutes ces accusations.

Grève auto-organisée avec de nombreux soutiens

Iels sont soutenuEs par la CGT Tourcoing et le Comité des Sans-Papiers (CSP 59). À mesure qu'iels font connaître leur grève, les soutiens se multiplient : politiques, syndicaux, associatifs et individuels, par exemple Sud transports et la CGT du CHU de Lille, qui a remis un chèque, mais aussi les grévistes de Vertbaudet. Voici quelques brefs extraits du communiqué de presse rédigé par les grévistes : « Nous tenons un piquet de grève devant l'établissement avec la CGT 59 et le CSP 59 et des soutiens pour dénoncer le système esclavagiste et le travail dissimulé au sein de la communauté. Nous n'avons pas été recontactés par la

ESCLAVAGISME CHEZ EMMAÛS



Direction suite à une réunion non concluante le 5 juillet. Nous poursuivons ainsi la grève de manière illimitée » Chaque matin, la suite de la grève est soumise à un vote ; elle est unanimement reconduite. Chaque après-midi, vers 16 heures, une assemblée générale recense les besoins des grévistes et organise les actions, la communication... L'ensemble des grévistes a porté plainte pour « traite d'êtres humains », après une enquête ouverte par le parquet.

Ce n'est pas un cas isolé

Le village Emmaüs de Lescar-Pau (Pyrénées-Atlantiques) est dénoncé

aussi pour les conditions de vie et de travail insupportables : expulsions arbitraires, sans préavis et en pleine trêve hivernale, refus d'accueillir toute personne frappant à la porte, quels que soient son parcours, son origine, sa confession ou son âge, exploitation. À en croire les témoignages, plusieurs autres communautés d'Emmaüs sont concernées. Ces dérives, exposées aujourd'hui au grand jour, d'une association caritative qui avait pignon sur rue (et qui n'est certainement pas la seule) est une conséquence dramatique de l'abandon de l'État à des intérêts privés pour prendre en charge et pour lutter contre l'exclusion sociale.

En bref

Il ne fait pas bon vouloir se marier à Béziers! Nous publions le témoignage de Valérie, de passage à la mairie de Béziers le vendredi 7 juillet 2023 pour récupérer un passeport, à propos de la haine raciste mise en scène par Robert Ménard. J'assiste impuissante à un déferlement de haine raciste de la part d'un public venu nombreux, à l'occasion d'un mariage refusé par Robert Ménard entre une Française et un Algérien, pour vociférer des « Racaille rentre chez toi », « Sale arabe, ici on est chez nous » et, pour une jeune fille présente avec les fiancés, « Toi, la sale négresse, dégage ». Pour une personne qui filmait à leur insu le couple je dis « Monsieur vous ne pouvez pas filmer s'ils ne le souhaitent pas », la réponse a été « Je suis en France et je fais ce que je veux ». Tout ceci devant diverses télé et journaux présents sur place et un grand nombre de policiers. Ces mêmes policiers ne réagissent pas face à ces propos immondes. On est dans l'espace public, et la loi, me semble-t-il, les interdit. Ils sont censés protéger les personnes visées par de telles paroles. Un policier national me prend à parti : « Madame vous vous calmez », car je sors de mes gonds, envahie par un sentiment d'incompréhension face à cette situation. Ils laissent fuser et éructer les injures racistes et moi je dois juste me taire. Je suis dégoutée! Pendant ce temps Robert Ménard est dans sa mairie où il est interviewé par la presse et assure comme à son habitude son énième coup médiatique. Les fiancés quittent la mairie non pas sous les huées, comme l'a dit la

presse, mais sous une pluie d'insultes racistes. La fiancée et ses trois enfants sont en pleurs et en colère ainsi que leurs amiEs. Elle a tellement peur pour traverser la place jusqu'à son véhicule qu'elle me demande de rester près d'elle avec quatre autres personnes sur place qui comme moi les soutiennent. Je rentre chez moi le cœur au bord de l'explosion, car on peut le dire, ce fut un vrai cauchemar. Valérie

À Strasbourg, la police blesse, mutile, viole, tue et ... vole aussi.

Le 13 juillet 2023, un collectif composé notamment du NPA 67, de LFI et d'Attac, D'ailleurs nous sommes d'ici (DNSI) 67 et de Solidaires a décidé de dérouler en silence une banderole place de la République lors de la cérémonie officielle de la fête nationale. La police est intervenue immédiatement et a repoussé le groupe dans une rue adjacente. Après avoir crié des slogans hostiles à la politique de Macron et de son gouvernement policier et chanté l'Internationale, le groupe a été repoussé plus loin et nassé pendant une heure, le temps que la cérémonie s'achève. La banderole noire sur laquelle était inscrit « En deuil et en colère » a été prise par la police. Lorsque deux camarades du NPA67 se sont présentés quelques jours plus tard au commissariat pour récupérer le bien « volé », le gradé leur a annoncé



que la banderole avait été saisie et que l'un des militants présents serait convoqué pour s'expliquer sur l'organisation de cette manifestation non déclarée. Refusant de donner son identité, il a été invité avec l'autre camarade du NPA67 à quitter les lieux. La tactique policière change : ne pas faire de vague lors du rassemblement dans la rue, ne pas demander les identités — et pour cause les militantEs strasbourgeois sont connus des autorités policières —, engager une procédure pénale pour dissuader les opposantEs à recommencer. Le NPA67 et toutes les forces politiques à son côté continueront à dénoncer la politique meurtrière de la police, dans la rue et, le cas échéant, devant les tribunaux. Correspondant

Des rencontres féministes intenses contre le patriarcat et son monde capitaliste

Se sont retrouvées du 12 au 16 juillet à Mont-de-Marsan 150 personnes, membres de plus de 50 collectifs féministes militants de tous horizons, lors d'un événement très intense : la 3^e édition des Rencontres de la Coordination féministe nationale. L'objectif de ces rencontres est simple : renverser le patriarcat et son monde capitaliste, en s'inspirant, entre autres, de la « grève des femmes » de 1975 en Islande. Si l'objectif paraît simple, les moyens et conditions pour y parvenir le sont moins. C'est donc dans une optique intersectionnelle, antifasciste, et internationaliste que ces collectifs se rassemblent pour formuler des revendications, mettre au point des stratégies communes et des actions concrètes qui seront appliquées localement.

Dans cette société où tout s'achète et tout se vend, il est extrêmement sinistre de faire le constat que même la gestion de la misère sociale peut devenir un marché juteux.

Un statut datant de Sarkozy

Le cadre légal participe à précariser les conditions d'accueil. Après son départ de la présidence d'Emmaüs en 2007, Martin Hirsch a intégré le gouvernement Fillon. Le président de l'époque, Nicolas Sarkozy, lui a alors confié la tâche d'élaborer la loi sur le revenu de solidarité active (RSA), à laquelle Martin Hirsch a ajouté un statut des personnes accueillies dans les « organismes d'accueil communautaire et d'activités solidaires (OACAS) ». Avec ce statut juridique, les communautés Emmaüs peuvent faire participer légalement les compagnons à « des activités d'économie solidaire afin de favoriser leur insertion sociale et professionnelle ». Jusqu'ici, rien n'encadrerait le concept inventé par l'abbé Pierre. Toutefois, cet article 17 semble faire des compagnons des citoyens de seconde zone. S'ils sont autorisés à travailler 40 h par semaine, ils ne jouissent pas pour autant du statut de salariés. En excluant les compagnons du droit du travail, ce statut OACAS les prive surtout de la possibilité d'avoir recours aux prud'hommes en cas de conflit avec un responsable. Il les prive également du salaire minimum légal, ainsi que d'un contrat de travail, d'où les expulsions sans préavis. D'une part il n'y a rien de prévu pour l'insertion. D'autre part, en ce qui concerne la régularisation des sans-papiers travaillant dans les centres Emmaüs depuis 3 ans, seules quatre communautés Emmaüs auraient obtenu l'agrément. Commission nationale immigration et antiracisme

Dans un contexte militant très usant, la Coordination féministe ne se contente pas de mettre en lumière les problèmes, qui sont légion et que nous constatons chaque jour. Au contraire, elle cherche activement à proposer des modes de fonctionnement alternatifs et des solutions constructives pour régénérer le tissu social et dévier de la catastrophe écologique que notre planète subit. Car être en vie ne suffit pas, encore faut-elle que cette vie soit désirable. Une vie désirable, qu'est-ce que c'est? La Coordination féministe nous mêche le travail et nous présente six axes, qui se répondent et se complètent : des conditions de vie dignes pour toutes et tous, la réappropriation et réorganisation des services publics, la libre disposition de son corps en autonomie, le respect et la sauvegarde du vivant, la lutte contre les violences sexistes et sexuelles et la prévention pour un monde anticarcéral ainsi que l'accueil inconditionnel des migrantEs et la lutte et la prévention contre le racisme et le fascisme sous toutes ses formes. Chaque jour nous sommes témoins du coût humain et environnemental que représentent les sociétés capitalistes néolibérales. Le vivant sous toutes ses formes y est condamné à disparaître. Unissons-nous, l'expérience nous montre que nos luttes ne sont pas vaines. L'expérience montre que l'entraide et la solidarité leur font peur. Rassemblons-nous tout au long de l'année pour exiger des États qu'ils écoutent les populations qu'ils prétendent gouverner! « Si l'on s'arrête, le monde s'arrête » ! Correspondante

Grève au CASI SNCF de Paris Rive Gauche

Depuis le 29 juin, les 60 salariéEs du CASI (Comité d'activités sociales interentreprises) de la SNCF sont en grève. Il et elles travaillent dans la restauration, les bibliothèques, les billetteries et les centres de loisirs.

C'est certainement un des plus longs conflits dans les CASI SNCF depuis la création des Comités d'entreprise en 1983 à la SNCF. Avec des taux de grévistes entre 70 % et 95 % suivant les jours, ils et elles ont décidé de faire grève par tranche journalière de 2 heures, par demi-journée ou pour la journée complète en ciblant les périodes qui paralysent le travail. Les décisions sont prises en assemblée générale. C'est dans ces moments partagés que naissent des idées les plus variées pour faire vivre le mouvement. Cela passe par des casserolades en gare, des concours de photos de grève, des échanges avec les salariéEs des autres CASI SNCF, etc.



Des augmentations de salaires

Ils et elles revendiquent des augmentations de salaires, des effectifs supplémentaires et de meilleures conditions de travail. Il faut dire que la moitié d'entre eux touchent juste le smic, bien que beaucoup aient de l'ancienneté. Le secrétaire de ce CASI, militant de la CGT cheminots, a jusqu'à présent refusé toute discussion et a préféré se barricader quand les grévistes sont venus l'interpeller. Prétendant ne « rien pouvoir donner », discours patronal classique, il est contredit par l'augmentation substantielle de la subvention de la SNCF pour les activités sociales qui a progressé de près de 4 % en un an. Cela n'a pas empêché la direction CGT de ce CASI de faire fondre les effectifs de ce CASI de 104 salariéEs à 60 en neuf ans!

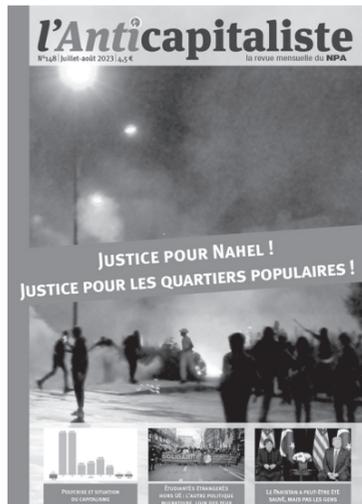
Intransigeance patronale

Sous-payés et avec des conditions de travail déplorables, ces travailleurs et travailleuses gardent intactes la colère et la détermination. Ce qui les révolte le plus, c'est de voir que quelques syndicalistes cheminots se comportent comme de vulgaires patrons, avec une intransigeance inqualifiable, bien éloignée des discours de leur centrale syndicale. Heureusement, de nombreux cheminots, privés d'activités sociales qui fonctionnent au ralenti, quand elles fonctionnent, ont montré leur solidarité, y compris parmi les adhérents de la CGT. Pour gagner face à une telle intransigeance patronale, les organisations syndicales de cheminots doivent s'engager et apporter leur soutien aux grévistes. Le 21 juillet, les grévistes ont décidé de suspendre leur mouvement après avoir obtenu quelques avancées. Peu de choses : quelques requalifications de postes et des augmentations pour les seuls contractuelEs-animateurEs, car il n'y a rien ni sur les salaires ni sur les effectifs pour les 60 salariéEs permanents. Malgré cela, l'ambiance de reprise est particulièrement joyeuse car, disent-ils, « c'est la première fois qu'on les fait céder sur quelque chose ». Avec les départs en vacances et la fermeture de sites de travail en août, tous ont décidé de se remettre en lutte à la rentrée septembre sur les salaires et les effectifs. La caisse de solidarité a donc toujours besoin d'être alimentée.

Correspondant

Lien pour la caisse de soutien : https://www.leetchi.com/fr/c/caisse-de-greve-des-salaries-du-casi-prg-9843631utm_source=copypink&utm_medium=social_sharing
Lien pour la pétition : https://www.change.org/p/p%C3%A9tition-de-soutien-aux-salari%C3%A9s-du-casi-de-prg-ex-cer-sncf?recruiter=1311977037&recruit_by_id=3ad41440-1e48-11ee-b83e-6f9b9208877d&utm_source=share_petition&utm_campaign=share_petition&utm_medium=copypink&utm_content=cl_sharecopy_36793103_fr-FR%3A7

L'Anticapitaliste la revue
Le n°148 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.
Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ **la-breche.com**

27, rue Taine 75012 Paris – Tél. : 01 49 28 52 44
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

Questionnaire

Vos réponses à L'Anticapitaliste

Merci à toutes et tous pour vos réponses au questionnaire paru début juin dans « L'Anticapitaliste » en prévision d'une formule renouvelée. On hésite à parler de « nouvelle formule » tant, au vu de vos réponses, il ne saurait être question de changer une formule gagnante mais bien de l'améliorer un peu. Voici en quelques lignes les résultats de ce questionnaire, exprimés en pourcentage.

Nous avons récolté plus d'une centaine de réponses parmi nos quelque 1500 fidèles abonnéEs, soit un taux de retour autour de 8%, ce qui n'assure pas vraiment la robustesse des conclusions que nous pourrions tirer de ces chiffres. Tout statisticien vous le dira ! Néanmoins, ces résultats permettent de connaître celles et ceux qui se sont prêtés au jeu, et cela, c'est déjà précieux !

Pas de lecteurE de moins de 20 ans ?

D'abord, les hommes sont très nombreux à avoir répondu aux questionnaires (73,5%), tandis que les femmes représentent 21,2% des réponses et que 5,3% des répondants se sont déclarés non-binaires. La tranche d'âge la plus nombreuse à avoir répondu est celle des 60-70 ans (26,9%). Viennent ensuite les plus de 70 ans, et chaque décennie de 20 à 50 ans rassemble environ 12,5% des réponses. Aucun moins de 20 ans ne nous a répondu, quoique — saluons-le ici ! — un enfant de 11 ans a rempli le questionnaire de son papa, en nous disant « Bravo, et bon courage ».

Logiquement, 42,5% des réponses viennent de salariéEs, 47,8% de retraitéEs, et 5,3% d'étudiants. Dans plus de 86% des cas, les répondants appartiennent à une organisation politique et dans 72,6% des cas, c'est au NPA. 70,8% des répondants déclarent une appartenance syndicale, majoritairement à la CGT (33,63%), puis à Solidaires (16,54%), à FO (13,27%) et enfin à la FSU (4,42%).

Par ailleurs, 46,9% des répondants déclarent être membres d'une association.

Des habitudes de lecture exigeantes

Les habitudes de lecture des répondantEs montrent que la lecture sur papier exclusivement concerne 54,9% d'entre eux, tandis que la lecture en ligne exclusivement représente 16,8% des réponses. Près d'un quart (24,8%) déclarent lire sur les deux supports, tandis que 3,5% n'ont pas précisé. Plus de 81% des répondantEs disent lire le journal toutes les semaines, et 8,1% tous les quinze jours.

Les médias préférés des répondantEs sont *le Monde* (49,6% des réponses), *Mediapart* (43,4%) et la presse régionale (32,7%). En matière de chaînes en ligne, *Blast* arrive premier dans les réponses (36,3%), puis vient *Mediapart* (33,6%). Plus de 71% des répondantEs sont abonnés, tandis que 27,4% n'ont pas précisé comment ils et elles se procuraient le journal. Les répondantEs sont 41,6% à être abonnés à la revue *L'Anticapitaliste*, 22,1% à *Inprecor* et 37,2% à la chaîne YouTube *L'Anticapitaliste*. Les répondants majoritairement commencent le journal par la page 2-3, mais certains n'hésitent pas à aller d'abord lire la dernière page

(13,3%) et trouvent des informations (69,9%) ou des analyses (85,8%) qu'ils et elles ne trouvent pas ailleurs. Le journal sert dans les discussions à 68,14% d'entre eux. Ils sont 80,5% à se dire satisfaitE ou très satisfait.

Les souhaits

Les trois premiers thèmes préférés sont dans l'ordre la politique (65,5%), les luttes des salariéEs (54%) et l'international (51,3%), mais les répondantEs aiment en général tous les thèmes et nombreux sont ceux qui ont cru bon de faire savoir qu'il était difficile de choisir. Par ailleurs, les répondants cherchent d'abord des analyses (84,1%), souhaitent un format

identique (54,9%) et des articles de taille variable (64,6%). Enfin, le courrier des lecteurs n'est souhaité que par 43,3% des répondants. Tous ces souhaits devraient être satisfaits à la rentrée avec le nouveau journal, nous l'espérons. Nous espérons que plus nombreux et nombreuses seront ceux y participeront : un tiers des répondantEs le font déjà, et ils sont 37,2% à vouloir le faire. Alors à vos plumes !

Rendez-vous en septembre

Rendez-vous pour le n° 673 en couleurs le 6 septembre ! D'ici là, de belles et bonnes vacances pour celles et ceux qui peuvent en prendre !

La rédaction

Et sur le Web alors ?

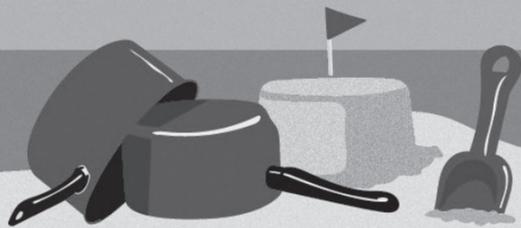
Une petite moitié des répondantEs identifient bien le site de *L'Anticapitaliste* de celui du NPA (48,6%). Plus de 70% des répondantEs qui lisent en ligne le font à partir d'un ordinateur et lisent d'abord les articles de la page d'accueil (49,6%). Le premier réseau social utilisé est Facebook (21,2%), puis Twitter (10,6%) puis Instagram (7,1%).

Sur la chaîne YouTube, les entretiens sont les formats les plus appréciés (14,2%). Les répondantEs ne sont que 8% à regarder à chaque nouvelle publication vidéo, mais 26,3% le consultent les vidéos plusieurs fois par mois.

Université d'été

Une journée presque ordinaire à Port-Leucate

15^E UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU NPA
DU DIMANCHE 27 AU MERCREDI 30 AOÛT



Pour le dernier numéro de « L'Anticapitaliste » avant la coupure estivale, nous avons décidé de donner envie à celles et ceux qui n'en seraient pas encore convaincus de venir participer à la 15^e université d'été du NPA, organisée comme chaque année à Port-Leucate, en détaillant le programme d'une journée choisie presque au hasard, le dimanche 27 août, jour de l'ouverture.

La journée commencera à 8h45 par l'assemblée générale de présentation de l'université d'été (Udt) au cours de laquelle sera expliqué, dans les grandes lignes, le fonctionnement des journées, et où l'ensemble de vos questions trouveront des réponses. Et à partir de 9h30, on entrera dans le vif du sujet.

Faites votre choix !

La première série d'ateliers donne un aperçu de la diversité des thèmes abordés : le soulèvement populaire et féministe iranien abordé par Sara Selami (militante franco-iranienne, membre de SSTI), Chowra Makaremi (anthropologue) et Babak Kia (militant franco-iranien, membre de SSTI) et du

NPA) ; l'hégémonie culturelle et internet, avec nos invitéEs Benjamin et Kathleen de la chaîne Bolchegeek et l'équipe site et réseaux sociaux du NPA ; quel choix pour les productions industrielles lorsque l'on est écologiste, avec la commission nationale écologie du NPA ; les nouveaux habits du colonialisme français à travers l'île

comorienne de Mayotte, abordé par Mabadhi Ahmedali (Collectif de défense de l'intégrité et de la souveraineté des Comores) ; 50 ans après le 21 juin 1973, un retour sur l'antifascisme de la JCR et de la Ligue communiste avec la commission nationale antifasciste du NPA et des intervenants qui ont pris part à cet événement ; les métiers du *care* à l'épreuve du féminisme, abordé par la commission nationale intervention féministe ; les luttes antispécistes, avec Tiphaine Lagarde, militante à 269 Libération animale...

Après-midi diversifié

Après la pause déjeuner dans le sympathique restaurant du village Rives-des-Corbières, place à une nouvelle salve d'ateliers. Le début d'un cycle consacré à la bataille des retraites autour de la question de la construction de la grève ; le démarrage d'un autre cycle, organisé par la commission formation, sur l'année 1973 avec une première séance autour de l'expérience de Lip ; le Chili du soulèvement de 2019 à la récente victoire de l'extrême droite, avec Karina Nohales (Coordination du 8 mars, qui sera en visio depuis Santiago du Chili) et notre camarade Franck Gaudichaud ; les médias

bourgeois avec Philippe Poutou et Dominique Pinsolle (historien et auteur de *À bas la presse bourgeoise ! Deux siècles de critique anticapitaliste des médias*) ; l'extrême droite, antiféministe, fémonationaliste, écofasciste avec Antoine Dubiau (auteur d'*Écofascismes*) et notre camarade Josie Boucher ; les jeunes dans la lutte des classes, animé par les Jeunesses anticapitalistes ; quel système de santé, pour et avec les usagerEs face à la santé uberisée de Macron ? ; 10 ans après le mariage pour touTEs, quels enjeux pour les luttes LGBTI ?

Et aussi, des soirées

Et la journée n'est pas finie, avec différentes initiatives à partir de 17h : un débat autour de l'écosocialisme avec des organisations invitées afin de lancer le cycle sur la question de l'alternative politique ; une rencontre à la librairie La Brèche avec Nina Faure, autour d'un ouvrage collectif féministe *Notre corps, nous-mêmes* ; et plein d'autres choses encore.

Le temps de souffler, de faire un tour à la plage, de boire l'apéro et de se restaurer, et d'autres activités seront proposées le soir : une projection-débat de *We are coming. Chronique*

d'une révolution féministe, film documentaire de Nina Faure consacré aux nouvelles luttes autour du corps, de la sexualité et des rapports de genre et présenté par la réalisatrice. Il y aura aussi une rencontre avec Olivier Besancenot et Michael Löwy autour de leur nouvel ouvrage, *Septembre rouge. Le coup d'État du 11 septembre 1973 au Chili*, un récit politique romancé qui épouse le point de vue d'acteurs et actrices de la gauche chilienne de l'époque. Une chose est sûre : une fois de plus, on n'aura pas le temps de s'ennuyer à Port-Leucate. ChacunE pourra profiter d'une initiative riche, dans un cadre chaleureux et convivial, pour discuter de politique... ou de tout autre chose. Donc si ce n'est pas déjà fait : inscrivez-vous !

Commission université d'été du NPA

Programme complet et inscription en ligne : <https://nouveauportantcapitaliste.org/UDT2023>

DATE LIMITE DES INSCRIPTIONS : DIMANCHE 20 AOÛT 2023



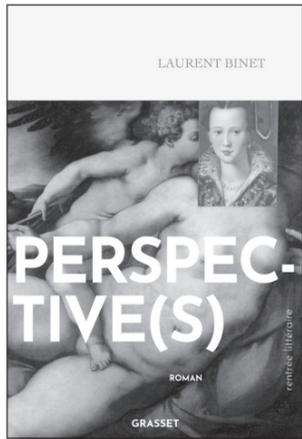
Romans

Perspective(s), de Laurent Binet

Éditions Grasset, 304 pages, 21,50 euros, à paraître le 16 août.

Le roman se déroule en Italie, à Florence pour l'essentiel, en 1557. Une année qui commence mal, avec la mort d'un peintre renommé, Pontormo, qui avait été choisi pour peindre une fresque dans une église. Visiblement il vient d'être assassiné alors qu'il n'était pas loin d'achever son œuvre. Suspects car on ne sait pas qui est l'assassin, ni pourquoi cet assassinat. Alors une enquête est menée. Mais à cette époque, il n'y a visiblement pas vraiment de commissaire de police. Le pouvoir en place, en la personne de Cosimo de' Medici, le duc du coin, confie cette mission à son conseiller Vasari, artiste peintre lui aussi par ailleurs.

Au fil des pages, plusieurs personnages vont entrer en scène, des personnages historiques pour la plupart. Il y a la sœur du duc, Catherine de Médicis, qui est quand même la reine du royaume de France, Maria la fille de la duchesse et du duc, Strozzi le cousin maréchal, tous ou toutes de la même famille mais pas tout à fait du même clan. Il y a le pape de l'époque Paul V, une autre duchesse d'une



famille noble espagnole. Et puis il y a d'autres artistes peintres, sculpteurs, orfèvres, dont Michel-Ange qui vit à Rome, très âgé mais qui travaille encore à la Basilique Saint-Pierre. Enfin d'autres personnages, moins titrés, moins renommés, comme Plautilla et Catherine, deux sœurs d'un couvent, Malatesta le page du duc ou Marco un ouvrier dont la spécialité est de broyer les couleurs

pour les artistes peintres. Voilà pour le décor et les personnages.

Échange de lettres

L'intrigue se construit d'une manière originale. Nous avançons dans l'histoire, petit à petit, jour après jour, semaines après semaines, grâce à la lecture de lettres échangées entre les différents personnages. Il y a évidemment plusieurs suspects, des doutes et des mystères. Cette recherche du coupable est importante, c'est le fond de l'histoire, c'est une chose. Mais ce qui est plaisant en plus dans les polars qui se déroulent dans des époques lointaines, c'est d'entrer dans l'histoire avec un grand H. Certes il s'agit d'un roman, donc d'une histoire inventée mais dans un cadre historique déterminé, dans une ville et avec des personnages réels. C'est l'époque des intrigues et des guerres entre royaumes mais aussi l'époque de quelques grands peintres de la Renaissance comme Michel-Ange, d'autres moins illustres, avec l'apparition de nouvelles techniques et la réflexion sur de nouvelles expressions artistiques.

Des ouvriers de la couleur, des opprimés suspects

Il faut savoir que derrière ces artistes célèbres, reconnus par le pouvoir de l'époque il y avait des ouvriers anonymes qui par exemple leur préparaient les couleurs, entre autres exploités qui luttèrent pour faire respecter leur travail, leur savoir-faire, avec des revendications multiples. On y apprend notamment qu'au 15^e siècle, il y avait des moments de luttes de classes, ces spectres qui hantaient les possédants l'époque, des révoltes insurrectionnelles qui avaient permis à ce prolétariat d'obtenir des droits, au moins temporairement. Finalement, même à 400 ans d'écart, les époques se ressemblent, l'opprimé, révolté ou pas, la femme religieuse ou pas, deviennent vite des suspects, menacés, pourchassés ou enfermés par le pouvoir. Mais bon, pas question non plus de tout dévoiler ici. Pour les détails de l'affaire et pour connaître le nom de l'assassin, il sera incontournable de lire ce roman à sa sortie dès la mi-août. Cette découverte de la Florence de la Renaissance, avec ses peintres et ses intrigues, sans y séjourner, c'est franchement un peu comme un air de vacances. **Philippe Poutou**

Les enfants Oppermann, de Lion Feuchtwanger

Éditions Métailié, 2023, traduction Dominique Petit, 400 pages, 23 euros.

Ce livre a été publié pour la première en 1933, alors même que son auteur avait déjà quitté l'Allemagne, et est paru en français en 1934. Depuis la Seconde Guerre mondiale, il était indisponible en français. Merci aux éditions Métailié de l'avoir sorti de l'oubli!

Les dangers de la domination nazi

Lion Feuchtwanger, auteur de livres à succès — et rédacteur avec Berthold Brecht de la revue antifasciste *Das Wort* — déclarait avec *Les enfants Oppermann*, comme le dit la quatrième de couverture, vouloir « informer le plus rapidement possible ses lecteurs du vrai visage et des dangers de la domination des nazis ». Pas franchement une lecture de plage distrayante et légère! Plutôt qu'un roman, on pourrait voir ce livre comme une autofiction, un récit familial où tout est vrai, où tout est vu avec la lucidité et l'aveuglement de celles et ceux qui vivent l'événement. La tragédie s'installe pour les petits-enfants d'Immanuel Oppermann, et même ses arrière-petits-enfants, parce que l'Allemagne sombre... à cause des *völkisch*, terme qui désigne les nationalistes revanchards ralliés au Führer bien plus souvent que le mot nazi.

Un peu avant l'incendie du Reichstag et après

Chacun à sa manière, Gustav, le dandy littéraire, Martin, l'héritier de la fabrique de meubles, Edgar le chirurgien et Klara, doivent passer de l'indifférence ou même de la désinvolture à la survie face à la dégradation de la condition juive (et de tous les opposants) dans l'Allemagne de 1932-1933 dans les semaines qui précèdent l'incendie du Reichstag le 1^{er} mars. Aucun personnage ne vous laissera indifférent, surtout pas le

vendeur de meubles Wolfsohn, logé avec sa famille dans une de ces cités ouvrières de la Berlin des années 1930. Tous ont un rôle, une fonction autant émotionnelle que politique. Tous pèsent le pour et le contre : partir ? rester ? aller en Palestine ? Si les hommes sont souvent mieux (et plus) décrits que les femmes (un brin trop effacées), c'est peut-être parce qu'on les voit perdre d'abord leur statut social (de bourgeois, il est vrai, mais pas tous), avant de tout perdre.

Et dans ce processus, ce livre apparaît presque comme un document historique qui se resserre sur le destin de Gustav, au point qu'il devient le seul personnage dans le dernier quart du livre, comme s'il incarnait la tragédie en cours pour toutes et tous. Et Gustav de répéter comme pour prévenir le monde entier : « Ils ont brisé le mètre étalon du monde civilisé ». À méditer quand l'Europe aujourd'hui semble ouvrir la porte à ses vieux démons. **Fabienne Dolet**

Essai

Manuel de l'anti-tourisme, de Rodolphe Christin

Éditions Ecosociété, édition revue et augmentée 2018, 144 pages, 12 euros.

La réédition du livre de Rodolphe Christin en 2018 devait permettre l'actualisation de la question du tourisme rendue nécessaire par son évolution très rapide et spectaculaire. Malgré l'accélération des problématiques liées au dérèglement climatique et l'expérience de la crise covid, on peut penser que les grandes tendances indiquées dans l'ouvrage ne sont pas remises en cause.

Mondialisation!

Le tourisme est avant tout, nous montre l'auteur, un marqueur de l'économie capitaliste hyper-productiviste mondialisée. Il concerne touTEs les habitantEs de la planète, qui touTEs sont touchéEs par ses effets sur le mode de production et le type de développement qu'il impose, quand bien même c'est une toute petite partie de l'humanité qui en tire profit, tant pour ce qui concerne l'appropriation des profits générés que pour la jouissance de ses plaisirs et de ses bienfaits culturels et personnels.

C'est un modèle occidental, porté par les classes dominantes des pays riches qui prennent la planète pour leur terrain de jeu, comme elles ont pu le faire avec l'exploitation coloniale puis le contrôle néocolonial des économies dominées. Ce modèle s'impose partout, sans exception, et participe de l'uniformisation de la consommation des loisirs et du temps libre, qui sont devenus des marchés très lucratifs.

Et moi, et moi, et moi...

Jusqu'ici, pas de problème, en tant qu'anticapitaliste, pour adhérer à la thèse de Rodolphe Christin. Nous qui sommes conscientEs, nous ne nous laissons pas avoir, malgré nos contradictions que nous gérons de façon dialectique. Malheureusement, ce n'est pas si simple, et l'ouvrage passe

en revue les diverses façons pour qui veut voyager, prendre des vacances, de le faire la conscience tranquille... Et l'auteur a la cruauté de démontrer toutes ces belles inventions que sont le tourisme équitable, les valeurs simples de la randonnée et du voyage durable, de les ramener au statut de « niches » malgré tout bien intégrées au processus général de marchandisation et de mondialisation auquel il nous promet de ne pas échapper... Heureusement, la réflexion de Rodolphe Christin est d'ordre sociologique, philosophique non point moral. Cela nous permet de bien comprendre le phénomène sans (trop) se sentir coupable personnellement... Et si le salut venait de vacances à Port-Leucate du 26 au 31 août? **Vincent Gibelin**



Cinéma

Sabotage, de Daniel Goldhaber

Film américain, 1h44 min, sortie le 26 juillet en France.



Sabotage, c'est l'histoire d'un groupe de jeunes activistes et militants aux parcours divers qui décident de passer à l'action concrète et de saboter un pipeline au Texas. D'après le livre d'Andreas Malm *Comment saboter un pipeline*, le film est évidemment une illustration des constats formulés et des thèses défendues par Malm dans son essai, plutôt qu'une adaptation. Le préciser sur l'affiche permet aux auteurs du film d'annoncer la couleur quant au parti pris.

CertainEs y verront une apologie du terrorisme, d'autres y verront un enthousiasmant manuel de militantisme. Le débat n'est pas de savoir s'il faut passer à l'action, mais plutôt comment. Le film ne discute jamais le choix de l'action radicale ni sa légitimité, mais oriente la discussion sur les débats de stratégie et de mode opératoire, évoquant ainsi la question centrale de la convergence.

Film de braquage et travail collectif

Filmé et monté selon les codes du film de braquage avec des flashbacks rythmant les traditionnelles séquences du genre : préparation de l'action, repérage des lieux, action en temps réel etc., *Sabotage* est un entremêlement narratif qui donne à voir les différents aspects du désastre causé par l'industrie pétrolière et décrit les motivations individuelles de chacun des personnages : vengeance, résistance, désespoir ou tout simplement convictions, avant de les faire converger dans une action collective. Et c'est justement cette forme narrative et la mise en scène du travail d'équipe, qui permet au réalisateur de développer cette idée de convergence et de donner corps au fond politique. Entre le jeune amérindien dont les terres sont spoliées par une exploitation pétrolière et une jeune étudiante atteinte d'un cancer causé par la pollution d'une raffinerie, le film confronte avec violence l'impuissance totale des personnages et de leurs actions face à une situation désespérée figurée par des décors sombres et oppressants. Cependant, le choix d'une réalisation immersive permet l'empathie du spectateur et donne un caractère optimiste au film, car l'action collective du sabotage apparaît, elle, comme une forme d'espoir. Filmés sous le ciel bleu des grands espaces américains, les personnages ne sont plus isolés dans l'étroitesse d'une chambre, ni écrasés par l'ombre des cheminées d'une raffinerie ou séparés par des écrans de téléphone ou d'ordinateur. Ils sont ensemble et les mouvements de caméra passent de l'un à l'autre lors de la confection d'une bombe ou de la mise en œuvre de leur plan.

Optimisme de la lutte

Cet attachement aux personnages et la joie ressentie lors de leurs succès est peut-être le véritable propos politique du film. Il est vrai que le cinéma engagé nous a plutôt habitués aux histoires tragiques et aux luttes sans issue. Au contraire, *Sabotage* sort du défaitisme militant pour proposer une vision optimiste de la lutte. La culture populaire pourra-t-elle redonner espoir à touTEs les militantEs? En tous cas *Sabotage* fait brillamment la démonstration que l'art et la fiction ont un rôle à jouer et qu'un thriller tendu peut aussi être un tract politique très efficace. La preuve? Aux USA, la sécurité a été renforcée autour de certaines installations pétrolières à la sortie du film, après que le FBI a alerté sur la possibilité de l'influence du film sur les pratiques militantes. Pas mal pour un film à tout petit budget tourné en trois semaines! **Nico Dix**

DOCUMENTAIRE « Nous avons fait le choix de filmer au plus près comme des réalisateurs grévistes aux côtés des cheminotEs »

Entretien. En janvier 2023, au moment où le mouvement en opposition à la réforme des retraites de Macron se constitue, **Adeline Gonin** et **Christophe Cordier** apportent la touche finale à leur documentaire « En Grève ». Celui-ci relate le mouvement contre la réforme de Macron... en 2019 à travers la mobilisation des cheminotEs de la gare de l'Est. Entretien avec les deux réalisateurEs militants.

Comment vous avez eu l'idée de ce film en 2019 ?

Quand on a su qu'il allait y avoir cette réforme des retraites menée par Emmanuel Macron et son gouvernement, on a su que le mouvement social allait se mobiliser contre cette réforme inique et cynique. Les cheminotEs sortaient de 3 mois et demi de grève en 2018, une grève perdue qui n'avait pas vraiment fonctionné. On sortait aussi du mouvement des Gilets jaunes auquel beaucoup de cheminotEs avaient participé. On sentait dès le départ que cette grève allait être forte. Ce sont eux, avec les agentEs de la RATP, qui ont bousculé l'agenda politique. Le 13 septembre 2019, les salariéEs de la RATP avaient massivement fait grève, avaient bloqué tout Paris, ce qui avait donné un élan formidable. Les cheminotEs de la gare de l'Est nous étaient connus parce qu'en 2003 Christophe avait co-réalisé avec Emmanuel Roy *Une journée pour rebondir*, un documentaire sur la grève contre la loi Fillon. L'idée : suivre les assemblées générales pendant une douzaine de jours (le temps de la grève) à Paris-Est, aller dans les entrailles des AG, ces outils démocratiques que construisent les travailleurEs pour animer la grève. Cela avait été l'occasion de rencontrer Basile, Manue et Mathieu, trois personnages emblématiques avec qui les liens ont perduré. En 2019, on se retrouve donc [Adeline et Christophe, NDLR] à la première assemblée générale le 5 décembre à la gare de l'Est et on commence à tourner. Et là, tous les deux, on se dit que ce serait bien de faire un film sur cette grève, mais sans savoir de quoi on va parler et quels seront les enjeux. Une grève, ce n'est pas écrit à l'avance, même si on sent qu'il y a un mouvement d'ampleur, qu'il y a une énergie assez considérable, qu'on peut renverser la table... Au troisième jour, on décide d'orienter notre point de vue, pour que le film ne serve pas qu'à capter des événements mais à raconter une histoire. Notre discussion nous a fait remonter 16 ans auparavant, au film avec Basile, Manue et Mathieu. Tous les trois ont pris de l'assurance, de l'envergure, et sont impliqués au sein de Sud Rail. Ils et elle sont des militantEs aguerris avec une expérience d'animation du mouvement et de plusieurs grèves. Raconter leur parcours est devenu le fil conducteur du film, plus que la réforme des retraites de 2019 qui a été la répétition générale de 2023.

Comment avez-vous filmé dans les assemblées générales ? Quelles conséquences la présence de la caméra a-t-elle sur les militants cheminotEs ?

C'est la question qui se pose, évidemment. Dès le départ, nous avons fait le choix de filmer au plus près, d'être en immersion, d'être avec eux, de se positionner comme des réalisateurEs grévistes à leur côté. Comme on le dit dans la voix off : « Chacun avec ses armes ! Eux la grève, nous la caméra ». Une caméra ne se fait



Une grève, ce n'est pas écrit à l'avance

jamais réellement oublier ! Mais les AG ont pris l'habitude d'avoir des caméras, des téléphones portables. En 2019, dans la mesure où on connaît bien les camarades, on était presque invité. L'AG, c'est un peu un grand théâtre. Les décisions sont prises de la façon la plus démocratique possible, et les militantEs syndicaux ou politiques ont un discours et un message à faire passer en étant le plus éloquent possible par la posture, le langage et le langage du corps. Il est arrivé qu'on ne soit pas présents aux AG, et les gens nous demandait : « Vous étiez où ? » Ils et elles étaient déçus, parce que la caméra posait un cadre indirectement aussi et parce qu'elle permettait d'exprimer dans un mouvement long qu'« on est toujours là ». On ne savait pas que la grève allait durer 57 jours. On pensait que si la première semaine était très forte, on partirait sur une autre bonne semaine de mobilisation. Pour filmer, on a utilisé du 35 mm en focal, ce qui se rapproche de la vision humaine. Au niveau du son, pareil nous avons une toute petite perche. Ça oblige à filmer assez près des locuteurs, d'être à leur niveau et d'instaurer un rapport de confiance. Nous sommes avec eux dans la grève.

On voit au fil du film les étapes importantes scandées...

Une fois qu'on a eu notre axe, on était là souvent, mais on ne tournait pas comme des malades pour éviter d'avoir trop de rushes ou de se perdre. On avait aussi envie de raconter ce que c'est d'être sur le temps long de l'engagement. Vingt ans aujourd'hui pour Manue, Basile et Mathieu de militantisme syndical, avec tous les deux ans des grèves assez conséquentes. Avec à chaque fois des choses qui se jouent différemment, parce qu'une grève ne ressemble pas à une autre : en 2023, des journées importantes, massives mais une grève qui ne prend pas vraiment ; en 2019, la grève a été conséquente, elle a été reconduite dans plein de

secteurs et sur longtemps, surtout dans le milieu cheminot et RATP. Ce qui nous plait dans la grève en tant que réalisateurEs, c'est que c'est une dramaturgie. Comment des gens décident d'arrêter le travail, de décider pour eux-mêmes ? Ils retrouvent leurs collègues pour combattre, améliorer, résister, transformer. C'est un temps décidé collectivement. Ce sont des moments affectifs aussi. On voit le barbecue après les AG ou lorsqu'ils se retrouvent et se font la bise. Toute la pression qu'on a mis sur les cheminotEs au moment de la trêve des confiseurs pour qu'ils ne fassent pas grève à Noël, et ils et elles ont pu braver cette trêve. Il y a plein de gens qui sont nouveaux dans la grève, Mohammed, par exemple, dans le film. Il y a aussi le Ballet de l'Opéra de Paris sur les marches du Palais Garnier au son de la Danse des chevaliers de Prokofiev, que Christian reprend à la guitare basse.

Comment avez-vous envisagé la diffusion du film et quels sont les premiers retours ?

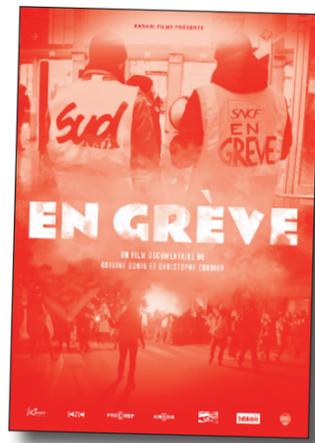
Nous avons fait l'avant-première le 6 mars 2023 à la Bourse du Travail, la veille de la grosse journée de mobilisation du 7 mars avec près de 200 personnes. C'était l'aboutissement de notre travail, en pleine pandémie de covid, de recherche de producteurs, de financement. On est partis sans rien... Nous,

2019, c'est un peu une espèce de grève oubliée

documentaristes, on est dans une économie de guerre. On ne vit pas de nos documentaires. La deuxième projection a eu lieu le 10 mars à la Parole errante à Montreuil en soutien aux grévistes. Ça a été un moment très fort car revenir sur 2019 en plein mouvement a suscité des émotions. Le bilan de la grève de 2019 n'avait pas été fait, à cause du covid. 2019, c'est un peu une espèce de grève oubliée. Le film a une valeur d'archive. Nous, on a pris confiance dans notre film. Solidaires a participé au financement. Comme ils nous ont aidé, l'idée c'est qu'ils puissent faire circuler le film dans leurs structures et leurs syndicats. Le film commence à trouver son public depuis peu parce qu'avant les gens étaient mobilisés. On en est à notre 10^e projection. Le film est un outil de formation mais aussi un moyen de parler du cinéma social. On a fait quelques projections avec des gens qui sont en dehors du mouvement qui ont été agréablement surpris de voir comment se conduit une grève. Ce film humanise les grévistes. Les gens se rendent compte que les grévistes se battent pour nous, pour l'intérêt général. On espère que les festivals contactés et les prochaines dates de diffusion prévues donneront de la visibilité au film, qui n'a pas vocation à rester dans le cercle intime militant.

Propos recueillis par Fabienne Dolet

En Grève, film documentaire de 60 minutes, 2023 Kanari Films, 45-47, rue d'Hauteville 75010 Paris, Tél. : 01 40 22 01 81, Mail : contacts@kanarifilms.fr Le film documentaire sera projeté, en présence des deux réalisateurs, à l'Université d'été du NPA qui se tient à Port-Leucate du 27 au 30 août.



L'image de la semaine



Vu ailleurs

LIBÉRATION **INCENDIES EN GRÈCE**
Assis à la terrasse d'un café du bord de plage, Zervos Kostis soupire : « Quand le feu commence, on ne peut plus rien faire. » Le chef de l'opposition de gauche à Loutraki, station balnéaire située à 80 kilomètres d'Athènes menacée par les flammes, dresse un triste bilan après cinq jours d'incendie. « Au total, 78 maisons et entrepôts ont brûlé, 180 personnes ont dû être relogées » en plus des quelque 1200 enfants évacués de leurs colonies de vacances dès lundi [...]. Les zones autour des usines de pétrole ont tout de suite été sécurisées pour éviter la catastrophe. « C'était important de sécuriser les raffineries, mais c'était frustrant de laisser les maisons brûler pendant ce temps », souffle Ioannis Sklias, chef local du parti de gauche Syriza, debout face au panorama dévasté. « La mairie n'a même pas le droit d'ouvrir des zones pare-feu dans la forêt, on doit attendre que le gouvernement donne son accord pour couper ne serait-ce qu'un seul arbre », glisse-t-il. [...] Giorgos Gkionis, le maire de Loutraki, a les yeux cernés. « Cela fait quatre jours que je ne dors plus », reconnaît-il. [...] À ses yeux, « une des erreurs du gouvernement est de ne pas avoir créé de zones pare-feu. Nous n'avons aucun droit, aucun moyen, nous n'avons même pas assez de fonctionnaires pour faire des travaux dans la ville. [...] Remerciant les nombreux volontaires qui ont transporté des seaux vers la colline pour aider les sinistrés, le maire pointe deux autres problèmes : l'électricité et l'accès à l'eau. « Les structures ont brûlé, il faut les refaire », explique-t-il. [...] Face à la mairie, la plage de Loutraki s'étale et le soleil se couche au-dessus du golfe de Corinthe, entre les collines du Péloponnèse, qui fait partie des zones placées en état d'alerte incendies. Barbotant dans l'eau, les touristes semblent très loin des inquiétudes qui étreignent la ville. Salomé, Kourdouli, « Grèce : à Loutraki, face à l'incendie, des élus impuissants et des touristes insouciantes », Libération, 22 juillet 2023

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 35 € <input type="checkbox"/> 1 an 70 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 € <input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Mensuel	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre
-------	---	---	---

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire

www.lanticapitaliste.org